



REGLEMENT INTERIEUR

Adopté par l'Assemblée Générale des 23 et 24 mars 1985
Modifié par l'Assemblée Générale du 23 mars 1986
Modifié par l'Assemblée Générale du 12 février 1988
Modifié par l'Assemblée Générale du 1^{er} février 1990
Modifié par l'Assemblée Générale du 4 avril 1993
Modifié par le Comité Directeur du 11 octobre 1997
Modifié par l'Assemblée Générale du 26 septembre 1999
Modifié par l'Assemblée Générale du 2 décembre 2001
Modifié par l'Assemblée Générale du 16 mars 2003
Modifié par les Assemblées Générales des 20 mars et 19 décembre 2004
Modifié par les Comités Directeurs des 3 avril et 5-6 novembre 2005
Modifié par les Comités Directeurs des 19 février et 9 septembre 2006
Modifié par l'Assemblée Générale du 10 mars 2007
Modifié par les Comités Directeurs des 2 mars et 13 décembre 2008
Modifié par l'Assemblée Générale du 15 mars 2008
Modifié par les Comités Directeurs des 1^{er} février et 26 septembre 2009
Modifié par le Comité Directeur du 15 mai 2010
Modifié par l'Assemblée Générale du 7 mai 2011
Modifié par le Comité Directeur du 16 juillet 2011
Modifié par le Comité Directeur du 15 décembre 2012
Modifié par les Comités Directeurs des 17 janvier, 3 octobre et 12 décembre 2015
Modifié par le Comité Directeur du 8 avril et par l'Assemblée Générale du 30 avril 2016
Modifié par les Comités Directeurs des 27 janvier et 21 octobre, et par l'Assemblée Générale du 13 mai 2017
Modifié par l'Assemblée Générale du 13 avril et le Comité directeur du 15 juin 2019
Modifié par le Comité Directeur du 19 octobre 2019 (ordonnance 2018-1178 et décret 2019-322)
Modifié par le Comité Directeur du 8 décembre 2019
Modifié par les Comités Directeurs des 1^{er} février et 2 juin 2020
Modifié par l'Assemblée Générale du 20 juin 2020
Modifié par le Comité Directeur du 6 mai 2021
Modifié par le Comité Directeur du 27 janvier 2022
Modifié par l'Assemblée Générale du 19 mars 2022
Modifié par le Comité Directeur du 26 janvier 2023
Et Modifié par l'Assemblée Générale du 18 mars 2023

TITRE I – COMPOSITION ET MEMBRES.....	5
SECTION 1 : AFFILIATIONS - ADMISSIONS.....	5
ARTICLE 1 : CLUBS	5
ARTICLE 2 : ORGANISMES À BUT LUCRATIF.....	5
ARTICLE 3 : MEMBRES À TITRE INDIVIDUEL	6
ARTICLE 4 : MEMBRES ASSOCIES.....	6
SECTION 2 : PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE.....	6
ARTICLE 5 : CLUBS	6
ARTICLE 6 : ORGANISMES À BUT LUCRATIF.....	7
ARTICLE 7 : MEMBRES À TITRE INDIVIDUEL	7
ARTICLE 8 : MEMBRES ASSOCIES.....	8
SECTION 3 : LES OFFICIELS.....	8
ARTICLE 9 : OFFICIELS	8
SECTION 4 – LES LICENCES.....	8
ARTICLE 10 : LICENCES	8
SECTION 5 : LES LIGUES REGIONALES ET COMITES DEPARTEMENTAUX	8
ARTICLE 11 : CREATION - APPROBATION.....	8
ARTICLE 12 : COMMUNICATION A LA FEDERATION	9
ARTICLE 13 : POUVOIRS ET FONCTIONNEMENT.....	9
ARTICLE 14 : DECISIONS	10
ARTICLES 15 à 20 : (réservés)	10
SECTION 6 : LES ORGANISMES NATIONAUX.....	10
ARTICLE 21 : FRANCE CRICKET	10
SECTION 7 : LES AUTRES ORGANISMES	11
ARTICLE 22 : (réservé).....	11
TITRE II – ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT.....	12
SECTION 1 : L’ASSEMBLEE GENERALE.....	12
ARTICLE 23 : POUVOIRS	12
ARTICLE 24 : DELEGATIONS	12
ARTICLE 25 : COMPOSITION.....	12
ARTICLE 26 : REPARTITION DES VOIX	13
ARTICLE 27 : PERIODICITE	13
ARTICLE 28 : CONVOCATION.....	13
ARTICLE 29 : ORDRE DU JOUR.....	14
ARTICLE 30 : PLAN DE L’ORDRE DU JOUR	14
ARTICLE 31 : DIFFUSION DE L’ORDRE DU JOUR.....	15
ARTICLE 32 : BUREAU DE L’ASSEMBLEE	15
ARTICLE 33 : MODALITES DE DECISION	15
ARTICLE 34 : PROCES-VERBAUX	16
SECTION 2 : LE COMITE DIRECTEUR	17
ARTICLE 35 : CANDIDATURES	17
ARTICLE 36 : ATTRIBUTIONS	17
ARTICLE 37 : RESPONSABILITES DES MEMBRES	18
ARTICLE 38 : REUNIONS	19
ARTICLE 39 : CONVOCATION.....	19
ARTICLE 41 : MODALITES DE DECISIONS	20

ARTICLE 42 : PROCES-VERBAUX	20
ARTICLE 42bis : CONSULTATION ECRITE.....	21
SECTION 3 : LE BUREAU FEDERAL	21
ARTICLE 43 : COMPOSITION.....	21
ARTICLE 44 : ATTRIBUTIONS	21
ARTICLE 45 : RESPONSABILITES DES MEMBRES	21
ARTICLE 46 : SOLIDARITE DES MEMBRES.....	22
ARTICLE 47 : REUNIONS	22
ARTICLE 48 : CONVOCATION.....	22
ARTICLE 49 : ORDRE DU JOUR.....	22
ARTICLE 50 : MODALITES DE DECISION	22
ARTICLE 51 : PROCES-VERBAUX	23
ARTICLE 52 : CONSULTATION ECRITE	23
SECTION 4 : LE PRESIDENT	24
ARTICLE 53 : ELECTION.....	24
ARTICLE 53bis : REMPLACEMENT	24
SECTION 5 : LE DIRECTEUR GENERAL.....	24
ARTICLE 54 : ATTRIBUTIONS	24
SECTION 6 : LES COMMISSIONS FEDERALES	24
ARTICLE 55 : CREATION.....	24
ARTICLE 56 : COMPOSITION.....	25
ARTICLE 57 : ATTRIBUTIONS	25
ARTICLE 58 : REUNIONS	25
ARTICLE 59 : CONVOCATION.....	26
ARTICLE 60 : DECISIONS	26
ARTICLE 61 : PREROGATIVES – DEVOIRS	26
ARTICLE 62 : LISTE DES DIVERSES COMMISSIONS	26
ARTICLE 63 : LA COMMISSION FEDERALE ARBITRAGE	27
ARTICLE 64 : Réservé	27
ARTICLE 65 : Réservé	27
ARTICLE 66 : LA COMMISSION FEDERALE DE DISCIPLINE ET LE CONSEIL FEDERAL D’APPEL.....	27
ARTICLE 67 : LA COMMISSION FEDERALE DE FORMATION	27
ARTICLE 68 : LA COMMISSION FEDERALE FINANCIERE	28
ARTICLE 69 : Réservé	28
ARTICLE 70 : LA COMMISSION FEDERALE JEUNES.....	28
ARTICLE 71 : LA COMMISSION FEDERALE JURIDIQUE ET REGLEMENTATION ...	29
LA COMMISSION FEDERALE MEDICALE	30
ARTICLE 72 : MISSION DE LA CFM.....	30
ARTICLE 73 : ORGANISATION DE LA CFM.....	30
ARTICLE 74 : LA COMMISSION FEDERALE MEMOIRE	32
ARTICLE 75 : LA COMMISSION FEDERALE DE REPARTITION DES FONDS DEDIES AUX CLUBS, COMITES DEPARTEMENTAUX ET LIGUES REGIONALES	32
ARTICLE 76 : Réservé	33
ARTICLE 77 : LA COMMISSION FEDERALE SCORAGE-STATISTIQUES	33
ARTICLE 78 : LA COMMISSION FEDERALE SPORT POUR TOUS.....	34
ARTICLE 79 : LA COMMISSION FEDERALE SPORTIVE	34
ARTICLE 80 : LA COMMISSION FEDERALE TERRAINS ET EQUIPEMENTS	36
ARTICLE 81 : LE COMITE FEDERAL D’ETHIQUE.....	36
ARTICLES 82 à 84 : (réservés)	37
SECTION 7 : APPEL	37

ARTICLE 85 : APPEL D'UNE DECISION DE COMMISSION OU D'ORGANE REGIONAL OU DEPARTEMENTAL.....	37
ARTICLE 86 : APPEL D'UNE DECISION DE COMMISSION FEDERALE OU DE COMMISSION D'UN ORGANISME NATIONAL	37
ARTICLE 87 : APPEL D'UNE DECISION D'UN ORGANISME NATIONAL.....	37
ARTICLE 88 : APPEL DES DECISIONS DU BUREAU FEDERAL.....	38
ARTICLE 89 : EFFET DE L'APPEL	38
ARTICLE 90 : (réservé).....	38
SECTION 8 : ASSURANCE.....	38
ARTICLE 91 : CLUBS	38
ARTICLE 92 : CONTRAT COLLECTIF D'ASSURANCE.....	38
TITRE III – DISPOSITIONS FINANCIERES	39
SECTION 1 : RESSOURCES	39
ARTICLE 93 : COTISATIONS	39
ARTICLE 94 : LICENCES	39
ARTICLE 95 : COMPETITIONS.....	39
ARTICLE 96 : (réservé).....	39
ARTICLE 97 : RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.....	39
SECTION 2 : ORGANISATION COMPTABLE	40
ARTICLE 98 : COMPTABILITE.....	40
ARTICLE 99 : COMMISSAIRES AUX COMPTES	40
TITRE IV - SERVICES DE LA FEDERATION.....	40
SECTION 1 : LE SECRETARIAT.....	40
ARTICLE 100 : LE SECRETAIRE GENERAL	40
ARTICLE 101 : DOSSIERS	41
SECTION 2 : LA TRESORERIE	41
ARTICLE 102 : LE TRESORIER GENERAL.....	41
SECTION 3 : LE COURRIER.....	41
ARTICLE 103 : CORRESPONDANCES.....	41
SECTION 4 : LE BULLETIN FEDERAL	41
ARTICLE 104 : BULLETIN OFFICIEL D'INFORMATION	41
ARTICLE 105 : (réservé).....	42
SECTION 5 : LA DIRECTION TECHNIQUE NATIONALE	42
ARTICLE 106 : CONSTITUTION.....	42
ARTICLE 107 : ATTRIBUTIONS	42
TITRE V – DISCIPLINE GENERALE	42
ARTICLE 109 : REGLEMENT DISCIPLINAIRE	42
TITRE VI – REGLES PARTICULIERES A LA LUTTE CONTRE LE DOPAGE.....	43
ARTICLE 110 : REGLES PARTICULIERES A LA LUTTE CONTRE LE DOPAGE.....	43

TITRE I – COMPOSITION ET MEMBRES

SECTION 1 : AFFILIATIONS - ADMISSIONS

ARTICLE 1 : CLUBS

- 1.1 Peuvent seuls être affiliés à la fédération les clubs dont les statuts sont en accord avec les dispositions législatives et réglementaires concernant le sport et dont l'encadrement administratif et technique présente toutes les garanties requises en vue d'une bonne gestion.
- 1.2 Des statuts types sont établis par le bureau fédéral. Après approbation par le comité directeur fédéral, ils prennent valeur de règlement général.
- 1.3 Ces clubs acceptent d'adhérer aux statuts et règlements de la fédération et adressent une demande d'affiliation dans les conditions prévues aux règlements généraux.
 - 1.4.1 Le bureau fédéral prononce l'affiliation des clubs.
 - 1.4.2 Celle-ci ne devient définitive qu'après approbation du comité directeur fédéral lors de la plus proche réunion.
 - 1.4.3 Le bureau fédéral peut, par délégation des pouvoirs du comité directeur fédéral, prononcer l'affiliation définitive d'un club dont les statuts sont conformes aux statuts types.
- 1.5 Toute modification ultérieure qui s'écarterait des statuts types devra être approuvée par le comité directeur fédéral.
- 1.6 Ces clubs doivent licencier tous leurs adhérents (joueurs, dirigeants, techniciens.).

ARTICLE 2 : ORGANISMES À BUT LUCRATIF

- 2.1 Un organisme à but lucratif au sens de l'article 2.3 des statuts qui souhaite être affilié doit, en sus des conditions générales, respecter les conditions suivantes :
 - avoir notamment pour objet, à titre principal ou accessoire, la pratique d'une ou de plusieurs pratiques dérivées du baseball, du softball, ou du baseball5 ;
 - signer une convention avec la fédération pour une durée de deux (2) ans, définissant ses droits et obligations en tant que membre affilié ;
 - se conformer aux lois et règlements en vigueur de la fédération, ainsi qu'aux textes et décisions émanant de la fédération ;
 - se comporter avec loyauté à l'égard de la fédération et de ses organismes déconcentrés ;
 - s'interdire toute action de nature à nuire aux intérêts de la fédération et à l'image des disciplines qui lui sont rattachées ;
 - promouvoir les activités sportives de la fédération ;
 - respecter les règles d'hygiène et de sécurité établies par les règlements de la fédération.
- 2.2 Obligations particulières des organismes à but lucratif.
- 2.2 En complément des obligations générales incombant à tout membre affilié, les organismes à but lucratif sont tenus de respecter les dispositions suivantes :
 - respecter les obligations qui découlent de la convention signée avec la fédération ;
 - appliquer et respecter les règlements de la fédération ainsi que faire respecter à ses membres licenciés, l'ensemble de la réglementation fédérale ;
 - ne pas organiser de sessions de formation sans habilitation dûment accordée et signée par la ligue régionale de son ressort territorial après accord de l'Institut National de Formation Baseball et Softball (INFBS) ;
 - communiquer annuellement le volume détaillé des licenciés (âge, sexe, discipline(s) pratiquée(s)) et

le bilan financier de ses activités en ce qui concerne les disciplines définies à l'article premier des statuts de la fédération.

2.3 Droits particuliers des organismes à but lucratif.

Les organismes à but lucratif, qui y seront autorisés par la convention les liant à la fédération, pourront :

- proposer d'organiser des événements sous l'égide de la fédération ;
- bénéficier des garanties d'assurances contractées par la fédération conformément aux articles L.321 et suivants du Code du sport ;
- participer à la gestion de la fédération à travers leurs représentants ;
- exercer toute prérogative et de bénéficier de toute garantie disciplinaire reconnue par les règlements en vigueur.

ARTICLE 3 : MEMBRES À TITRE INDIVIDUEL

3.1.1 Les membres individuels sont admis par le comité directeur fédéral, soit sur proposition des comités départementaux ou des ligues régionales, soit directement sur proposition de celui-ci.

3.1.2 Ils payent une cotisation annuelle, comprenant le montant de la licence, dont le montant est fixé chaque année par l'assemblée générale.

3.1.3 Ils peuvent être élus aux postes de dirigeants et faire partie des différentes commissions fédérales ou des organes de déconcentration de la fédération.

3.2 Les membres donateurs et bienfaiteurs dont la qualité peut être décernée par le comité directeur fédéral aux personnes physiques ou morales qui payent une cotisation annuelle, dont le montant est fixé chaque année par l'assemblée générale.

3.3.1 Les membres d'honneur, dont la qualité peut être décernée par l'assemblée générale aux personnes qui rendent ou ont rendu des services signalés à la fédération.

3.3.2 Ce dernier titre confère aux personnes qui l'ont obtenu, le droit de faire partie de l'assemblée générale, à titre consultatif, sans être tenues de payer une cotisation annuelle.

ARTICLE 4 : MEMBRES ASSOCIES

4.1 Une personne morale qui souhaite être affiliée en tant que membre associé doit, en sus des conditions générales, respecter les conditions suivantes :

- ne pas avoir pour objet la pratique d'une ou de plusieurs des disciplines issues du baseball, du softball, ou du baseball5, mais contribuer au développement d'une ou de plusieurs de celles-ci ;
- signer une convention avec la fédération pour une durée de deux (2) ans définissant, ses droits et obligations en tant que membre affilié.

4.2 Obligations particulières pour les membres associés.

En complément des obligations générales incombant à tout membre affilié, les membres associés sont tenus de respecter les dispositions suivantes :

- respecter les obligations découlant de la convention signée avec la fédération ;
- participer et collaborer avec la fédération au développement des actions communes relatives aux disciplines définies à l'article premier des statuts de la fédération.

SECTION 2 : PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE

ARTICLE 5 : CLUBS

5.1 Le retrait d'un club affilié ne peut être accepté que s'il est demandé par son représentant légal en accord

avec les conditions prévues par les statuts de celui-ci et si ce club est en règle avec la fédération, sa ligue régionale, son comité départemental, la trésorerie fédérale, les autres membres de la fédération et qu'il a acquitté la cotisation de l'année en cours.

5.2 La radiation d'un club affilié peut être prononcée, par mesure administrative, par le comité directeur fédéral :

- En cas de non-paiement de la cotisation avant le 1er juin de chaque année, après rappel de la trésorerie resté sans réponse.
- Si le club affilié refuse de mettre ses statuts en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires concernant le sport, dans les deux mois de la notification qui lui sera adressée à cet effet par la fédération.
- Si le club refuse de se mettre en conformité avec les dispositions des articles 1er du présent règlement intérieur et 1 à 5 des règlements généraux fédéraux, dans les deux mois de la notification qui lui sera adressée à cet effet par la fédération.

ARTICLE 6 : ORGANISMES À BUT LUCRATIF

6.1 Pour les organismes à but lucratif, le retrait de l'affiliation peut être consécutif :

- à la dissolution ;
- à un accord contractuel avec la fédération ;
- à la résiliation de la convention conclue avec la fédération pour manquements par l'organisme à but lucratif à ses obligations ;
- au rachat ou au transfert de gestion de l'organisme à but lucratif en cause.

6.2 Dans les cas de retrait de l'affiliation d'un organisme à but lucratif pour manquement aux obligations découlant de la convention le liant à la fédération, la procédure suivante devra être observée :

- après constatation par la fédération d'un manquement aux obligations, une lettre recommandée avec accusé de réception est envoyée à l'organisme à but lucratif concerné, l'informant de son obligation à se mettre en conformité avec la convention ;
- en l'absence de mise en conformité dans un délai de quinze (15) jours ouvrés, la question du retrait de l'affiliation de l'organisme à but lucratif est inscrite à l'ordre du jour du comité directeur de la fédération. Celui-ci, après avoir respecté les droits de la défense (production d'observations sur les manquements reprochés, principe du contradictoire) peut soit :
 - o retirer l'affiliation ;
 - o donner à l'organisme à but lucratif un délai supplémentaire pour remplir ses obligations ;
 - o décider de maintenir l'affiliation.

6.3 En cas de retrait de l'affiliation :

- l'organisme à but lucratif concerné sera informé par lettre recommandée avec accusé de réception de la décision du comité directeur de la fédération. Le retrait de l'affiliation a pour conséquence la résiliation de plein droit de la convention qui unissait le membre intéressé à la fédération ;
- les effets attachés à l'affiliation cessent aussitôt. Les licenciés retrouvent immédiatement leur liberté d'adhérer à un autre organisme à but lucratif affilié.

ARTICLE 7 : MEMBRES À TITRE INDIVIDUEL

7.1 La démission d'un membre à titre individuel ne peut être acceptée que s'il est en règle avec la fédération, sa ligue régionale, son comité départemental, la trésorerie fédérale, les autres membres de la fédération et qu'il a acquitté la cotisation de l'année en cours.

7.2 La radiation d'un membre à titre individuel peut être prononcée, par mesure administrative, par le comité

directeur fédéral en cas de non-paiement de la cotisation avant le 1er juin de chaque année, après rappel de la trésorerie resté sans réponse.

ARTICLE 8 : MEMBRES ASSOCIES

- 8.1 S'agissant des membres associés, le retrait de l'affiliation peut être consécutif :
- à la dissolution ;
 - à un accord contractuel avec la fédération ;
 - à la résiliation de la convention conclue avec la fédération pour manquement par le membre associé à ses obligations ;
 - au rachat ou au transfert de gestion du membre associé en cause.
- 8.2 Les procédures de retrait de l'affiliation des membres associés sont les mêmes que celles décrites aux articles 6.2 et 6.3 du présent règlement intérieur pour les organismes à but lucratif.

SECTION 3 : LES OFFICIELS

ARTICLE 9 : OFFICIELS

- 9.1 Sont officiels :
- les membres du comité directeur fédéral,
 - les membres d'honneur de la fédération,
 - les membres des comités directeur des comités départementaux et ligues régionales,
 - les membres des instances dirigeantes des organismes nationaux,
 - les délégués fédéraux en fonction sur le terrain,
 - Les commissaires techniques en fonction sur le terrain,
 - les arbitres ainsi que les scoreurs en exercice, inscrits au cadre actif,
 - les membres des commissions fédérales et nationales, régionales et départementales.

SECTION 4 – LES LICENCES

ARTICLE 10 : LICENCES

- 10.1 Les licences sont définies à l'article 6 des statuts. Leurs conditions de délivrance et de retrait ainsi que les caractéristiques spécifiques à chaque catégorie de licences sont précisées dans les règlements généraux de la fédération.

SECTION 5 : LES LIGUES REGIONALES ET COMITES DEPARTEMENTAUX

ARTICLE 11 : CREATION - APPROBATION

- 11.1 Les ligues régionales et comités départementaux sont des organes déconcentrés de la fédération, créés sous la forme d'associations déclarées selon la Loi du 1er Juillet 1901 ou inscrites selon la loi locale dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, auxquels sont accordés les pouvoirs visés à l'article 13.1.1 du présent règlement intérieur, par simple décision du comité directeur fédéral leur conférant ce titre.
- 11.2.1 Ne peuvent seuls prétendre à cette qualité que les ligues régionales et comités départementaux dont les statuts et règlements sont strictement conformes aux statuts types définis et approuvés par décision du comité directeur, aux lois et règlements concernant le sport, aux statuts et règlements de toute sorte de la fédération.
- 11.2.2 Toute modification envisagée de ces statuts et règlements ne peut être soumise au vote de l'assemblée

générale des ligues et comités, qu'après avoir été homologuée par le comité directeur fédéral.

- 11.3.1 Le comité directeur fédéral peut exiger à tout moment des comités et ligues, qu'ils mettent leurs statuts et règlements en vigueur en conformité avec les statuts-types, les lois et règlements concernant le sport, les statuts et règlements de toute sorte de la fédération.
- 11.3.2 A défaut pour ces derniers de le faire dans un délai de deux mois à compter de la mise en demeure qui leur est adressée à cet effet, le comité directeur aura la faculté de mettre fin par décision administrative à la délégation qui leur est accordée.

ARTICLE 12 : COMMUNICATION A LA FEDERATION

- 12.1 Lorsque leurs statuts ou les modifications ultérieures de ceux-ci ont été déclarés et publiés au journal officiel, les ligues et comités sont tenus d'adresser à la fédération une copie conforme de leurs statuts, de leurs modifications et du récépissé de déclaration, ainsi qu'un extrait du journal officiel dans lequel ils ont été publiés.
- 12.2 Les ligues et comités sont tenus en outre de faire connaître à la fédération dans les quinze jours qui suivent leur fixation ou désignation :
- l'adresse de leur siège social,
 - les noms, prénoms, dates de naissance, professions, domiciles et téléphones de ceux qui à un titre quelconque sont chargés de leur administration.
- 12.3 Toute modification dans l'adresse du siège social ainsi que dans la situation ou l'identité des personnes chargées à un titre quelconque de l'administration doit également être portée à la connaissance de la fédération dans un délai de quinze jours.

ARTICLE 13 : POUVOIRS ET FONCTIONNEMENT

- 13.1.1 Les ligues régionales et comités départementaux qui constituent des organes de déconcentration de la fédération, et fonctionnent sous son autorité ; disposent des pouvoirs qui leur sont délégués par les statuts fédéraux, le présent règlement intérieur et les règlements généraux, sur les clubs affiliés, ayant leur siège sur leur territoire, ainsi que sur les membres licenciés de ces clubs.
- 13.1.2 L'organe délégataire reste sous le contrôle de la fédération et doit exercer ses pouvoirs délégués conformément à la politique fédérale. Son règlement intérieur et ses règlements ne peuvent être contraires par leur effet aux règlements fédéraux.
- 13.2 Dans la limite de leurs attributions, ils jouissent de l'autonomie administrative. Toutefois, sur demande du comité directeur fédéral, ils sont tenus de réunir leur assemblée générale ou leur comité directeur sur l'ordre du jour et dans les délais fixés par le comité directeur fédéral.
- 13.3 Des membres du comité directeur fédéral peuvent être désignés pour assister à l'assemblée avec voix consultative.
- 13.4.1 En cas de démission de plus des deux tiers des membres du comité directeur d'une ligue régionale ou d'un comité départemental le comité directeur fédéral désigne une délégation spéciale qui en remplit les fonctions et est chargée de l'administration provisoire et conservatoire du ressort territorial de l'organe concerné.
- 13.4.2 Le nombre des membres qui la compose varie d'un à sept, suivant l'importance de la ligue ou du comité.
- 13.4.3 Le cas échéant, la délégation spéciale élit son président, et s'il y a lieu un vice-président.
- 13.5.1 Après une démission, il est procédé à une réélection d'un comité directeur dans les trois mois à dater de la dernière démission enregistrée, à moins que l'on ne se trouve dans les trois mois qui précèdent le renouvellement du comité directeur.
- 13.5.2 La délégation spéciale dirige toutes les opérations de renouvellement :

- convocation de l'assemblée générale ;
- enregistrement des candidatures ;
- direction de l'assemblée dont elle constitue le bureau ;
- etc.

- 13.5.3 Les fonctions de la délégation spéciale expirent de plein droit lorsque le nouveau comité directeur est désigné.
- 13.6 En cas de dissolution d'une ligue ou d'un comité, celui-ci attribue l'actif à la fédération, dont il ne constitue qu'un organe de déconcentration.
- 13.7 Les ligues régionales et comités départementaux doivent fournir annuellement à la trésorerie fédérale, leur compte d'exploitation, leur bilan, ainsi que leur budget prévisionnel.

ARTICLE 14 : DECISIONS

- 14.1 Les décisions des ligues régionales et comités départementaux sont immédiatement exécutoires au niveau régional et départemental.
- 14.2.1 Les procès-verbaux des assemblées générales et des réunions des comités directeurs et de leur bureau doivent, dans les quinze jours qui suivent la réunion, être communiqués au bureau fédéral (par l'intermédiaire de la ligue régionale en ce qui concerne les comités départementaux).
- 14.2.2 Le bureau fédéral peut, sous réserve d'appel devant le comité directeur fédéral, annuler toute décision contraire aux règlements fédéraux ou qu'il jugerait inopportune. Cet appel n'est pas suspensif de l'annulation.
- 14.3.1 Les décisions des commissions régionales ne peuvent être transmises à la fédération qu'après avoir été approuvées par le comité directeur ou le bureau de la ligue.
- 14.3.2 Il en est de même pour les décisions des commissions des comités départementaux.
- 14.3.3 Ces décisions peuvent, en outre, être frappées d'appel devant la commission fédérale compétente, dans les conditions définies à l'article 85 ci-après.
- 14.3.4 L'appel introduit contre ces décisions devant une instance fédérale n'est pas suspensif.

ARTICLES 15 à 20 : (réservés)

SECTION 6 : LES ORGANISMES NATIONAUX

ARTICLE 21 : FRANCE CRICKET

- 21.1 Il est institué un organisme chargé de la gestion de la discipline connexe du cricket, dénommée France Cricket.
- 21.2 France Cricket est constitué sous la forme d'association déclarée (loi du 1er juillet 1901) et en respect des lois et règlements en vigueur, y compris ceux concernant l'organisation du sport.
- 21.3.1 La délégation de gestion est subordonnée à la compatibilité des statuts de l'association France Cricket avec les statuts de la Fédération Française de Baseball et Softball.
- 21.3.2 Ses statuts sont soumis à l'approbation de l'assemblée générale fédérale.
- 21.4.1 Une convention signée par les représentants de la Fédération Française de Baseball et Softball et de l'association France Cricket, après avis du comité directeur fédéral et de l'instance dirigeante de France Cricket, définit les modalités d'application de cette délégation, après avis du ministère chargé des sports.
- 21.4.2 Les modalités de cette convention sont adoptées par les assemblées générales de la fédération et de France

Cricket.

- 21.4.3 Des modifications ne pourront y être apportées qu'après accord du comité directeur fédéral et de l'instance dirigeante de France Cricket, et adoption par les assemblées précitées.
- 21.5 France Cricket adresse à la fédération la situation financière de l'exercice écoulé après approbation des comptes. En cas de dissolution de France Cricket, celle-ci attribue l'actif net à la fédération.
- 21.6 L'association France Cricket dispose d'un membre siégeant au comité directeur de la Fédération Française de Baseball et Softball, les candidats à ce poste étant proposés par l'instance dirigeante de l'association France Cricket, puis le titulaire du poste, élu par l'assemblée générale fédérale.

SECTION 7 : LES AUTRES ORGANISMES

ARTICLE 22 : (réservé)

TITRE II – ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

SECTION 1 : L'ASSEMBLEE GENERALE

ARTICLE 23 : POUVOIRS

- 23.1 L'assemblée générale est l'organe supérieur de la fédération. Elle a seule qualité pour en modifier les statuts, le règlement intérieur, ainsi que le règlement financier et le règlement disciplinaire.

ARTICLE 24 : DELEGATIONS

- 24.1 L'assemblée générale fixe, dans les statuts et le règlement intérieur, les pouvoirs propres des autres organes de la fédération.

ARTICLE 25 : COMPOSITION

- 25.1 L'assemblée générale est composée des membres suivants :
- des représentants des clubs, des organismes à but lucratif et des membres associés affiliés, à jour de leur cotisation annuelle, qui seuls ont droit de vote,
 - des représentants des comités départementaux, des ligues régionales, et des organismes nationaux qui n'ont droit de vote que s'ils représentent un club affilié.
 - du président fédéral, s'il représente un club affilié, et des membres du comité directeur fédéral qui n'ont droit de vote que s'ils représentent un club ou un organisme à but lucratif affilié.
 - des membres à titre individuel et des membres d'honneur, ainsi que des membres des commissions fédérales qui peuvent assister à l'assemblée générale avec voix consultative.
 - des agents rétribués de la fédération, autorisés par le président qui peuvent assister à l'assemblée générale avec voix consultative.
- 25.2.1 Les clubs affiliés, sont tenus de communiquer au bureau fédéral au moins 15 jours (7 en cas d'assemblée générale réunie en session extraordinaire) avant la date fixée pour l'assemblée générale :
- le nom de leur président ou de l'un des membres élu à cet effet, au scrutin uninominal, par l'assemblée générale du club affilié, conformément à leurs statuts propres, ayant droit de vote ;
 - le nom des deux autres représentants du club affilié, qui pourront être présents avec voix consultative.
- 25.2.2 Ils joignent un extrait du procès-verbal de leur assemblée générale faisant état de ces désignations.
- 25.3 Les formulaires de mandat pourront parvenir à la fédération sous forme de fax ou de courrier électronique.
- 25.4.1 **Participation à distance.** Le comité directeur peut décider que l'assemblée générale se tiendra en tout ou partie à distance, par téléconférence. Dans cette hypothèse, les membres participant à distance seront réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.
- 25.4.2 Les moyens techniques mis en œuvre doivent transmettre au moins la voix des participants et satisfaire à des caractéristiques techniques permettant l'identification des participants et la retransmission continue et simultanée des délibérations. Ils doivent également garantir le caractère sincère et secret du scrutin lorsque cela est requis.
- 25.5 **Huis clos.** En cas de circonstances exceptionnelles, le comité directeur peut également décider que l'assemblée générale se tiendra sans que les membres et les autres personnes ayant le droit d'y assister ne soient présents physiquement. Dans cette hypothèse, le comité directeur précisera aux membres les conditions dans lesquelles ils pourront voter et poser des questions.

ARTICLE 26 : REPARTITION DES VOIX

- 26.1 Le nombre de voix dont dispose chaque club ou organisme à but lucratif affilié est arrêté par le bureau fédéral sur la base des licences délivrées par la fédération au 31 décembre de l'année précédant la date de l'assemblée générale.
- 26.2 Le nombre de voix dont dispose chaque club ou organisme à but lucratif affilié est publié et notifié à tous les clubs et organismes à but lucratif affiliés, ainsi qu'aux autres membres de l'assemblée, 21 jours (15 jours en cas d'assemblée générale réunie en session extraordinaire) au moins avant la date de l'assemblée générale.
- 26.3 Les membres associés disposent d'une voix chacun.
- 26.4 Le total des voix attribuées à tous les clubs, organismes à but lucratif et membres associés affiliés, à jour de leur cotisation annuelle, est celui dont dispose l'assemblée générale.
- 26.4.1 Les réclamations ne sont recevables que si elles parviennent à la fédération, et ce par lettre recommandée, 7 jours au moins avant la date de l'assemblée générale.
- 26.4.2 Le comité directeur fédéral, réuni la veille ou le matin même de l'assemblée générale, statue définitivement sur ces réclamations.

ARTICLE 27 : PERIODICITE

- 27.1 L'assemblée générale est réunie statutairement une fois l'an en séance ordinaire.
- 27.2.1 Elle peut être réunie en session extraordinaire :
- à l'initiative du comité directeur ;
 - à la demande du tiers au moins des membres de l'assemblée réunissant au moins le tiers des voix.
- 27.2.2 Dans ce dernier cas, le tiers des clubs, organismes à but lucratif et membres associés affiliés réunissant le tiers des voix, doivent adresser à la fédération, par lettre recommandée avec accusé de réception, un document portant la signature des présidents de ces clubs, organismes à but lucratif et membres associés affiliés, et indiquant les motifs de leur demande commune.
- 27.3.1 La date et le lieu où se tient l'assemblée générale sont fixés :
- pour l'assemblée générale réunie en session ordinaire, au moins trente jours à l'avance, par l'assemblée générale précédente ou par un comité directeur ultérieur ;
 - pour l'assemblée générale réunie en session extraordinaire, au moins 21 jours à l'avance, par un comité directeur réuni spécialement, et s'il y a lieu, d'urgence par le bureau fédéral.
- 27.3.2 La date et le lieu fixés pour la réunion sont notifiés aux clubs, aux organismes à but lucratif et aux membres associés affiliés, ainsi qu'aux autres membres de l'assemblée.
- 27.4.1 Dans le cas où l'assemblée générale est convoquée en session extraordinaire à la demande du tiers des clubs, des organismes à but lucratif et des membres associés affiliés, représentant au moins le tiers des voix, elle doit être réunie dans un délai maximum de deux mois suivant la date à laquelle la dernière lettre recommandée contenant la demande régulièrement présentée a été remise à la fédération.
- 27.4.2 Lorsque la demande commune porte sur le vote de défiance visé à l'article 12 des statuts, l'assemblée générale doit se prononcer sur cette demande 15 jours au moins et 2 mois au plus après la date du dépôt de celle-ci.

ARTICLE 28 : CONVOCATION

- 28.1 Les membres de l'assemblée générale doivent être convoqués quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale, à la diligence du secrétaire général, à l'adresse de leur siège social, sous format

papier ou par courrier électronique. La convocation et ses pièces annexes sont mises en ligne sur le site de la fédération.

- 28.2 Une invitation sera adressée aux autres membres de l'assemblée, ainsi qu'aux agents rétribués de la fédération (qui y sont autorisés par le président), à la diligence du secrétaire général.

ARTICLE 29 : ORDRE DU JOUR

- 29.1 L'ordre du jour est préparé par le bureau fédéral, et réglé par le comité directeur 21 jours (15 en cas d'assemblée générale extraordinaire) au moins avant la date de l'assemblée générale.
- 29.2.1 Toute proposition de modification des statuts, du règlement intérieur, du règlement disciplinaire, et du règlement financier, émanant d'un club, d'un organisme à but lucratif, d'un membre associé affiliés, d'un comité départemental, d'une ligue régionale, des commissions fédérales autres que la commission fédérale juridique et réglementation doit être présentée à la fédération au moins 180 jours avant la date de l'assemblée générale.
- 29.2.2 Elle est soumise à l'examen de la commission fédérale juridique et réglementation qui élabore un texte motivé à destination du bureau fédéral en vue de sa présentation au comité directeur chargé de régler l'ordre du jour.
- 29.3 Toute proposition motivée de modification des textes visés à l'article 29.2.1, quelle que soit son origine, présentée par la commission fédérale juridique et réglementation et/ou le bureau fédéral, est communiquée aux membres du comité directeur 10 jours (7 en cas d'assemblée générale extraordinaire) au moins avant la date de la réunion du comité directeur au cours de laquelle est réglé l'ordre du jour de l'assemblée générale.
- 29.4 Seules ces propositions de modifications des textes visés à l'article 29.2.1 pourront être inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée générale, et discutées au cours de celle-ci, à l'exclusion de celles qui seront présentées au cours de la séance.
- 29.5 Les vœux, suggestions et interpellations ne pourront être mis à l'ordre du jour de l'assemblée générale que s'ils émanent des clubs, organismes à but lucratif, membres associés affiliés, comités départementaux, ligues régionales, ou de tout autre membre de la fédération, présentant un caractère d'intérêt général et sont déposés 21 jours (15 en cas d'assemblée générale réunie en session extraordinaire) au moins avant la réunion du comité directeur au cours duquel est réglé l'ordre du jour de l'assemblée générale.
- 29.6 Un comité directeur peut lui-même mettre d'office à l'ordre du jour une question importante traitant de la marche et des activités de la fédération.

ARTICLE 30 : PLAN DE L'ORDRE DU JOUR

- 30.1 Conformément à l'article 10.2 des statuts, l'ordre du jour est établi comme suit :
1. Établissement d'une feuille de présence, appel des membres,
 2. Ratification du procès-verbal de la précédente assemblée générale,
 3. Rapport d'activité du comité directeur :
 - Rapport moral,
 - Rapport de la direction technique nationale,
 - Rapport d'activité des commissions fédérales,
 - Rapport de l'Institut national de formation.
 4. Rapport des commissaires aux comptes,
 5. Fixation du montant des cotisations et droits divers,
 6. Approbation des comptes et du budget,

7. Nomination, s'il y a lieu, des commissaires aux comptes,
8. Remplacement des membres du comité directeur ayant ouvert vacance,
9. Élection d'un président en cas de vacance ouverte avant l'expiration d'un mandat de quatre ans,
10. Adoption ou modification des statuts, du règlement intérieur, ainsi que du règlement financier et du règlement disciplinaire,
11. Éventuellement, renouvellement du comité directeur et du président à l'expiration de leur mandat ou dans le cas prévu à l'article 12 des statuts,
12. Examen des vœux, suggestions, interpellations et questions diverses.

ARTICLE 31 : DIFFUSION DE L'ORDRE DU JOUR

- 31.1 L'ordre du jour, accompagné du procès-verbal de la précédente assemblée, des différents rapports, le cas échéant de la liste des éventuels candidats aux postes à pourvoir au sein du comité directeur, des statuts et règlements fédéraux à adopter ou des modifications proposées, la copie des vœux, suggestions, interpellations, et tout autre document, soumis aux délibérations de l'assemblée générale, ainsi que les conditions dans lesquelles les personnes pourront y assister et voter sont adressés aux clubs affiliés, ainsi qu'aux autres membres de l'assemblée, 15 jours au moins avant la date de l'assemblée, **sous format papier ou par courrier électronique. Ils sont mis en ligne sur le site de la fédération.**

ARTICLE 32 : BUREAU DE L'ASSEMBLEE

- 32.1.1 Le bureau de l'assemblée générale est celui du comité directeur. Le président dirige les débats. En son absence, la présidence est assurée par le premier vice-président.
- 32.1.2 En cas d'absence du président et du premier vice-président, la séance est présidée par un vice-président, par ordre d'ancienneté, et à défaut de vice-président présent, par le membre le plus âgé du comité directeur.
- 32.2 Il en est de même après l'élection d'un nouveau comité directeur, jusqu'à l'élection du nouveau président.

ARTICLE 33 : MODALITES DE DECISION

- 33.1.1 La présence des représentants de la moitié au moins des clubs, des organismes à but lucratif et des membres associés affiliés, à jour de leur cotisation annuelle, groupant au moins la moitié du nombre total de voix dont pourrait disposer l'assemblée générale, est nécessaire pour la validité des délibérations ; que ceux-ci soient présents ou représentés.
- 33.1.2 Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée générale convoquée à 10 jours au moins d'intervalle avec la première assemblée délibère, sur le même ordre du jour, sans condition de quorum.
- 33.2.1 Le nombre de voix dont dispose chaque club ou chaque organisme à but lucratif affilié est fixé par le barème figurant aux articles 9.2.2, 9.2.3 et 9.2.4 des statuts fédéraux.
- 33.2.2 Chaque membre associé dispose d'une voix conformément à l'article 9.3.1 des statuts fédéraux et 26.3 du présent règlement intérieur.
- 33.3 Ne peuvent valablement participer au vote que les représentants des clubs et des organismes à but lucratif affiliés, justifiant de leur qualité. Ils doivent être majeurs, licenciés à la fédération et jouir de leurs droits civils et politiques.
- 33.4.1 Le vote à distance, par correspondance ou par voie électronique, peut être autorisé pourvu que les moyens techniques mis en œuvre garantissent le caractère régulier et secret du scrutin lorsque cela est requis.
- 33.4.2 Le vote à distance par voie électronique est possible en amont de l'assemblée générale et/ou lors de celle-ci.

- 33.4.3 En cas de vote à distance, par correspondance ou par voie électronique, en amont de l'assemblée générale, la durée de la période de vote ne peut être ni inférieure à 3 jours ni supérieure à 15 jours.
- 33.5.1 Le vote par procuration est autorisé dans les conditions qui suivent :
- un club affilié ne peut donner procuration qu'à un autre club affilié ;
 - un organisme à but lucratif ne peut donner procuration qu'à un autre organisme à but lucratif ;
 - un membre associé ne peut donner procuration qu'à un autre membre associé ;
 - toute personne votant à l'assemblée ne peut représenter plus de trois clubs, organismes à but lucratif et membres associés affiliés, y compris celui dont elle est le représentant légal.
- 33.5.2 Les formulaires de procuration pourront parvenir à la fédération sous forme de fax ou de courrier électronique.
- 33.6.1 Les décisions sont prises à la majorité des voix dont disposent les membres présents en séance, après un vote nominal au scrutin public, que ces voix soient ou non représentées.
- 33.6.2 Toutefois l'élection du président, et des membres du comité directeur, ainsi que le vote du quitus financier a lieu au scrutin secret.
- 33.7.1 A l'occasion de l'élection des membres du comité directeur, pour être élus, les candidats devront recueillir la majorité absolue (50% + 1 voix) des suffrages exprimés et des bulletins blancs, au premier tour.
- 33.7.2 De plus, si le nombre d'élus ainsi déterminé dépasse le nombre des postes à pourvoir, seront retenus les candidats ayant obtenu le plus de voix jusqu'au pourvoi de tous les postes.
- 33.7.3 En cas de second tour, les candidats seront élus à la majorité relative.
- 33.8.1 Le vote de défiance visé à l'article 12 des statuts a lieu par appel nominal et à bulletin secret.
- 33.8.2 Le vote de défiance visé à l'article 12 des statuts ne peut être mis à l'ordre du jour de l'assemblée générale au cours d'une de ses séances, que par l'assemblée générale elle-même, si les deux tiers des clubs affiliés sont présents ou représentés et s'il est demandé en séance par n'importe quel membre de l'assemblée générale, ayant droit de vote, à l'occasion de l'étude d'un point portant sur le fonctionnement de la fédération ou de la politique sportive de celle-ci, et est confirmée immédiatement par un tiers des représentants des clubs affiliés présents en séance, représentant au moins le tiers du nombre total des voix dont peut disposer l'assemblée générale, que ces voix soient ou non représentées.
- 33.8.3 Si cette confirmation est acquise, il est procédé au vote de défiance prévu à l'article 12 des statuts.
- 33.8.4 Le résultat n'est acquis que s'il recueille la majorité absolue des suffrages exprimés et des bulletins blancs des membres présents ou représentés, en application du barème figurant aux articles 9.2.2, 9.2.3 et 9.2.4 des statuts fédéraux.
- 33.8.5 Son adoption entraîne la démission du comité directeur et il est procédé ainsi qu'il est énoncé aux articles 37.2.2 à 37.2.5 du présent règlement intérieur.

ARTICLE 34 : PROCES-VERBAUX

- 34.1 Le secrétaire général rédige les procès-verbaux des séances de l'assemblée générale.
- 34.2.1 Les procès-verbaux de l'assemblée générale sont établis sans blanc ni rature, sur des feuilles numérotées, signés par le président et le secrétaire général et conservés avec les pièces présentées à l'assemblée générale au siège de la fédération.
- 34.2.2 Les procès-verbaux de l'assemblée générale et les rapports financiers sont communiqués chaque année sous format papier ou par courrier électronique aux clubs, organismes à but lucratif et membres associés affiliés à la fédération, ainsi qu'aux membres y adhèrent à titre individuel, aux comités départementaux, ligues régionales et organismes nationaux, ainsi qu'au ministre chargé des sports. Ils sont mis en ligne sur le site de la fédération.

- 34.3 Dans le cas d'une assemblée générale réunie, en tout ou partie, à distance avec vote en séance, les incidents techniques ayant empêché le membre, qui a eu recours à la téléconférence, de faire connaître son vote, sont mentionnés dans le procès-verbal.

SECTION 2 : LE COMITE DIRECTEUR

ARTICLE 35 : CANDIDATURES

- 35.1.1 Seules peuvent être retenues les candidatures de postulants aux fonctions de membre du comité directeur remplissant les conditions fixées aux articles 6 et 11 des statuts, parvenues à la Fédération, par courrier recommandé avec accusé de réception, par courrier électronique ou dépôt en main propre contre récépissé, 28 jours (21 en cas d'assemblée générale extraordinaire) au moins avant la date de l'assemblée générale chargée de renouveler le comité directeur ou de remplacer un de ses membres.
- 35.1.2 La création de la licence du candidat doit être antérieure d'au moins 6 mois au jour du dépôt des candidatures.
- 35.1.3 Sont incompatibles avec la qualité de membre élu du comité directeur :
- la fonction de conseiller technique sportif mis à disposition de la fédération par le Ministre chargé des sports,
 - l'appartenance au personnel salarié de la fédération.
- 35.2 La liste des candidats est communiquée aux clubs affiliés, aux autres membres de l'assemblée, ainsi qu'aux divers candidats, 15 jours au moins avant la date de l'assemblée.
- 35.3.1 Avant le scrutin, la commission de surveillance des opérations électorales ne peut être saisie que par des candidats, dans un délai de 7 jours après la publication de la liste des candidats.
- 35.3.2 Cette saisine ne peut concerner que la recevabilité des candidatures, en particulier les cas d'inéligibilité.
- 35.3.3 La commission de surveillance des opérations électorales doit alors se réunir et donner un avis dans un délai de 7 jours.
- 35.4 En cas de vacance, il est pourvu à une nouvelle désignation lors de la plus proche assemblée générale.
- 35.5 Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

ARTICLE 36 : ATTRIBUTIONS

- 36.1 Le comité directeur exerce tous les pouvoirs qui lui sont conférés par les statuts et les règlements fédéraux et notamment :
1. Élit en son sein, pour quatre ans, les membres du bureau fédéral, autres que le président,
 2. Approuve tout projet de règlement fédéral définis aux articles 23.1 et 29.2.1 du présent règlement élaboré par la commission fédérale juridique et réglementation et proposé par cette dernière ou par le bureau fédéral ainsi que tout projet ultérieur de modification, en vue de le soumettre pour ratification à l'assemblée générale fédérale.
 3. Approuve tout projet de règlement fédéral autre que ceux définis aux articles 23.1 et 29.2.1 du présent règlement, ainsi que tout projet ultérieur de modification élaboré par la commission fédérale juridique et réglementation et proposée par cette dernière ou par le bureau fédéral.
 4. Prononce les mesures administratives d'affiliation et de radiation des clubs et accepte les démissions, dans les cas visés au Titre I ci-dessus,
 5. Statue sur les demandes d'admission des membres à titre individuel,

6. Peut modifier les décisions du bureau fédéral, des commissions fédérales, des ligues régionales, comités départementaux, et organismes nationaux dans les cas prévus aux statuts et règlements fédéraux,
 7. Crée et supprime les commissions fédérales, définit leurs attributions non prévues par ces règlements, et nomme chaque année le président de chaque commission fédérale qui choisit les membres de sa commission, eux-mêmes entérinés par le bureau fédéral,
 8. Fixe les catégories de joueurs en accord avec les textes réglementaires,
 9. Contrôle l'organisation de toute épreuve sportive, autorise les rencontres avec les clubs non-affiliés,
 10. Propose à l'assemblée générale le prix des licences, le montant du droit d'affiliation des nouveaux clubs et le montant de la cotisation des clubs affiliés, ainsi que la partie de leurs montants qui est ristournée aux ligues régionales et comités départementaux,
 11. Définit le montant des droits de mutation, du droit d'engagement aux épreuves nationales, ainsi que le montant des pénalités et sanctions financières figurant à l'annexe financière des règlements généraux des épreuves sportives de chaque discipline,
 12. Propose à l'assemblée générale le montant de la cotisation des membres à titre individuel,
 13. Administre les finances fédérales et approuve la proposition des comptes et du budget de l'exercice préparés par la commission fédérale financière et présentée par le bureau fédéral, afin de la soumettre pour ratification à l'assemblée générale fédérale,
 14. Fixe l'orientation de la politique sportive fédérale, et des relations avec les pouvoirs publics et les autres fédérations françaises et étrangères,
 15. Veille à l'application des statuts et règlements fédéraux et prend toute mesure d'administration générale,
 16. Approuve tous contrats de toute nature, élaborés par le président, le bureau fédéral ou tout organe fédéral, consentis à un tiers au titre de la fédération, après étude de ceux-ci par les commissions fédérales juridique et financière, dès le premier euro lorsqu'ils engagent l'image de la fédération et à partir d'un seuil défini dans le règlement financier en toutes autres circonstances.
 17. Exerce tout pouvoir qui lui est conféré ou délégué,
- 36.2 Chaque membre du comité directeur siège obligatoirement dans une des commissions fédérales.

ARTICLE 37 : RESPONSABILITES DES MEMBRES

- 37.1 Les membres du comité directeur ne sont responsables de leur gestion que solidairement devant la fédération, dans les conditions prévues à l'article 12 des statuts.
- 37.2.1 Cette responsabilité ne peut être engagée qu'après un vote de défiance émis dans les conditions prévues aux articles 33.8.1 à 33.8.5 du présent règlement et portant sur le fonctionnement de la fédération, ou sur la politique sportive fédérale.
- 37.2.2 Si la procédure prévue à l'article 12 des statuts recueille un nombre de voix suffisant, le comité directeur remplissant et le bureau fédéral sortant continuent à expédier les affaires courantes et procèdent à la convocation de l'assemblée générale extraordinaire chargée de procéder à l'élection du nouveau comité directeur remplissant.
- 37.2.3 Le président fait immédiatement fixer par l'assemblée générale la date et le lieu de cette assemblée générale extraordinaire.
- 37.2.4 Cette date doit permettre à l'assemblée générale extraordinaire de procéder à l'élection du nouveau comité directeur remplissant dans un délai maximum de 2 mois à compter de la date du vote de défiance.

- 37.2.5 Lorsque cette date est fixée, l'ordre du jour de la session est considéré comme épuisé.
- 37.3 Les membres du nouveau comité directeur n'exerceront leurs fonctions que jusqu'à l'expiration du mandat pour la durée duquel les membres démis de leurs fonctions avaient été élus.
- 37.4.1 Le comité directeur peut autoriser son président à engager la responsabilité du comité directeur l'adoption par l'assemblée générale d'un règlement fédéral ou d'une modification, sur l'adoption des comptes, du budget, sur la définition de la politique sportive fédérale.
- 37.4.2 Dans ce cas, l'assemblée générale peut mettre en cause la responsabilité du comité directeur en demandant la mise à l'ordre du jour d'un vote de défiance, dans les conditions définies ci-dessous.
- 37.4.3 Un tel vote ne peut être mis à l'ordre du jour de l'assemblée générale, au cours de l'une de ses séances, que par l'assemblée Générale elle-même, si les deux tiers des clubs affiliés sont présents ou représentés et s'il est demandé en séance par n'importe quel membre de celle-ci, ayant droit de vote, et est confirmé immédiatement par un tiers des représentants des clubs affiliés présents en séance, représentant au moins le tiers du nombre total des voix dont peut disposer l'assemblée générale, que ces voix soient ou non représentées.
- 37.4.4 Si la procédure prévue à l'article 12 des statuts n'est pas demandée, ne peut être mise à l'ordre du jour ou ne recueille pas un nombre suffisant de voix, le règlement ou sa modification, les comptes, le budget, la définition de la politique sportive générale, sur lesquels le comité a engagé sa responsabilité, sont adoptés sans autre délibération.
- 37.4.5 Si la procédure prévue à l'article 12 des statuts, recueille un nombre suffisant de voix, il est procédé ainsi qu'il est dit aux articles 37.2.2 à 37.2.5 du présent règlement.

ARTICLE 38 : REUNIONS

- 38.1.1 Le comité directeur, sur convocation du président, se réunit au moins trois fois par an à la diligence du secrétaire général. Il peut, en outre, être convoqué à la demande du quart au moins de ses membres.
- 38.1.2 Dans ce dernier cas, la demande doit être formulée à l'aide d'un document unique portant la signature du quart au moins des membres du comité directeur, adressé à la fédération par lettre recommandée avec accusé de réception, indiquant les motifs de la demande.
- 38.1.3 Si la demande est recevable, le secrétaire général convoque d'urgence le comité directeur.
- 38.2 La date et le lieu des réunions du comité directeur sont fixés soit par le comité précédent, soit par le bureau fédéral, soit par le président, et notifiés à chacun des membres 15 jours au moins avant la date de la réunion. En cas d'urgence ce délai est ramené à dix jours.
- 38.3 Tout membre du comité directeur qui a, sans excuse valable, manqué à trois séances consécutives du comité directeur perd sa qualité de membre du comité.
- 38.4.1 Le comité directeur peut se réunir physiquement ou à distance, par téléconférence.
- 38.4.2 Dans cette dernière hypothèse, les moyens techniques mis en œuvre doivent transmettre au moins la voix des participants et satisfaire à des caractéristiques techniques permettant l'identification des participants et la retransmission continue et simultanée des délibérations. Ils doivent également garantir le caractère sincère et secret du scrutin lorsque cela est requis.

ARTICLE 39 : CONVOCATION

- 39.1.1 Les membres du comité directeur sont convoqués personnellement, sous format papier ou par courrier électronique, à la diligence du secrétaire général 10 jours (5 en cas d'urgence) avant la date de la réunion.
- 39.1.2 A la convocation sont joints l'ordre du jour et tous les documents nécessaires à l'examen des questions qu'il comporte, ainsi que les conditions dans lesquelles les personnes pourront y assister et voter.

- 39.2 Le directeur technique national, le directeur général, et le médecin fédéral national, s'il n'est pas membre élu du comité, peuvent assister aux réunions du comité directeur avec voix consultative.
- 39.3 Le président et/ou le secrétaire général peuvent convier aux réunions du comité directeur, avec voix consultative, toutes personnes dont ils jugent la présence utile compte-tenu notamment de l'ordre du jour de la réunion.

ARTICLE 40 : ORDRE DU JOUR

- 40.1 L'ordre du jour est arrêté par le bureau fédéral 10 jours (5 en cas d'urgence) au moins avant la date de la réunion.
- 40.2 Les membres du comité peuvent, 5 jours (2 en cas d'urgence) au moins avant la date de la réunion, demander l'inscription à l'ordre du jour de toute question relative à l'administration de la fédération.
- 40.3 Seul le comité directeur peut, à la demande de l'un de ses membres, modifier l'ordre du jour établi par le bureau fédéral.

ARTICLE 41 : MODALITES DE DECISIONS

- 41.1 Le comité directeur ne peut valablement délibérer que lorsque le quorum fixé au 2^{ème} alinéa de l'Article 13 des statuts est atteint. Dans le cadre d'une réunion réalisée à distance, les membres participant à distance seront réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.
- 41.2 La présidence appartient au président de la fédération. En l'absence du président, elle est assurée par le premier vice-président. En son absence, par un vice-président par ordre d'ancienneté. En cas d'absence des vice-présidents, elle est assurée par le membre le plus âgé.
- 41.3.1 Toutes les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents après un vote nominal au scrutin public. En cas de partage égal des voix, celle du président de la fédération est prépondérante.
- 41.3.2 Toutefois, les votes émis en vue de l'élection d'un membre de la fédération à des fonctions au sein de l'un de ses organes, ont lieu au scrutin secret.
- 41.4.1 A l'occasion de l'élection des membres du bureau ou d'un membre de la fédération à des fonctions au sein de l'un de ses organes, pour être élus, les candidats devront recueillir la majorité absolue (50% + 1 voix) des suffrages exprimés au premier tour.
- 41.4.2 De plus, si le nombre d'élus ainsi déterminé dépasse le nombre des postes à pourvoir, seront retenus les candidats ayant obtenu le plus de voix jusqu'au pourvoi de tous les postes.
- 41.5 En cas de second tour, les candidats seront élus à la majorité relative des votes exprimés.
- 41.6 Le comité directeur peut recourir à des procédés électroniques de vote, en présentiel ou à distance, pourvu que ceux-ci garantissent le caractère régulier et secret du scrutin lorsque cela est requis.

ARTICLE 42 : PROCES-VERBAUX

- 42.1 Le secrétaire général rédige les procès-verbaux des séances du comité directeur.
- 42.2 Les procès-verbaux du comité directeur sont établis sans blanc ni rature, sur des feuilles numérotées, signés par le président et le secrétaire général et conservés avec les pièces présentées au comité directeur au siège de la fédération.
- 42.3 Les procès-verbaux sont adressés de façon individuelle aux membres du comité directeur, et mis en ligne sur le site internet de la fédération dans la semaine qui suit la réunion, à la diligence du secrétaire général.
- 42.4 Ils sont approuvés par le prochain comité directeur.
- 42.5 Dans le cas d'un comité directeur réuni à distance avec vote en séance, les incidents techniques ayant

empêché le membre, qui a eu recours à la téléconférence, de faire connaître son vote sont mentionnés dans le procès-verbal.

ARTICLE 42bis : CONSULTATION ECRITE

- 42.1 Les décisions du comité directeur peuvent également être prises par consultation écrite. Dans cette hypothèse, les membres votent à distance, par voie électronique ou postale.
- 42.2 Le secrétaire général adresse à chaque membre, sous format papier ou par courrier électronique, le texte des résolutions proposées accompagné d'un rapport et des documents nécessaires à l'information des membres.
- 42.3 Les membres disposent d'un délai de 3 jours à compter de la date de réception du texte des résolutions pour émettre leur vote (par écrit). Le vote est formulé sur le texte même des résolutions proposées et pour chaque résolution, par le mot : "oui", "non" ou "abstention".
- 42.4 La validité de la consultation écrite est conditionnée à l'expression du vote de la moitié au moins des membres du comité directeur.
- 42.5 Chaque résolution est adoptée conformément aux dispositions de l'article 41 du règlement intérieur.
- 42.6 Une fois adopté, le texte des résolutions vaut procès-verbal et est soumis aux dispositions de l'article 42 du règlement intérieur.

SECTION 3 : LE BUREAU FEDERAL

ARTICLE 43 : COMPOSITION

- 43.1 Le comité directeur comprend un bureau dont les membres sont élus en son sein, au scrutin uninominal secret, pour une durée de quatre ans. Celui-ci est composé :
- | | |
|------------------------------|--------------------------------|
| - du président, | - d'un premier vice-président, |
| - de quatre vice-présidents, | - d'un secrétaire général, |
| - d'un trésorier général. | |

ARTICLE 44 : ATTRIBUTIONS

- 44.1 Par délégation générale des pouvoirs du comité directeur, le bureau fédéral est habilité à prendre les mesures nécessaires à la gestion courante de la fédération.
- 44.2 Il peut également prendre toute décision urgente ne relevant pas de la gestion courante de la fédération à charge pour lui de la soumettre pour approbation au comité directeur lors de sa plus proche réunion. Il arrête la composition des commissions fédérales sur proposition de leur président.
- 44.3 Ses décisions sont immédiatement exécutoires. Toutefois elles peuvent être réformées par le comité directeur à l'occasion de l'examen, pour approbation, des procès-verbaux des séances.
- 44.4 Elles peuvent en outre être frappées d'appel dans les conditions définies à l'article 88 ci-après.

ARTICLE 45 : RESPONSABILITES DES MEMBRES

- 45.1 Sa gestion fait l'objet de procès-verbaux de séances et de rapports périodiques soumis pour approbation au plus prochain comité directeur qui en endosse, par son approbation, la responsabilité.
- 45.2 Le rejet global par le comité directeur des rapports et des procès-verbaux soumis à son approbation au cours d'une réunion, par l'unanimité des membres présents n'appartenant pas au bureau fédéral, entraîne la démission collective de ce dernier.

ARTICLE 46 : SOLIDARITE DES MEMBRES

- 46.1 Chaque fois qu'une décision est votée par les membres du bureau, tous les membres de celui-ci deviennent solidaires de la décision prise lors du compte-rendu qui en est présenté au comité directeur. Ils ne peuvent, lors de cette présentation, développer des arguments contraires à celle-ci.

ARTICLE 47 : REUNIONS

- 47.1 Le bureau fédéral se réunit en séance plénière autant que nécessaire.
- 47.2 La date et le lieu du bureau fédéral sont fixés soit par un bureau précédent, soit par le président, et notifiés à chacun de ses membres 10 jours au moins avant la date de la réunion. En cas d'urgence ce délai est ramené à 7 jours.
- 47.3 Dans l'intervalle, les affaires courantes et urgentes peuvent être traitées en séance restreintes réunissant au moins trois de ses membres.
- 47.4 Les procès-verbaux des réunions restreintes sont considérés comme ratifiés par le bureau plénier s'ils ne sont pas modifiés ou rejetés lors de la prochaine réunion plénière.
- 47.5.1 Le bureau fédéral peut être réuni et valablement délibérer par téléconférence.
- 47.5.2 Dans cette hypothèse, les moyens techniques alors mis en œuvre doivent transmettre au moins la voix des participants et satisfaire à des caractéristiques techniques permettant l'identification des participants et la retransmission continue et simultanée des délibérations. Ils doivent également garantir le caractère sincère et secret du scrutin lorsque cela est requis.

ARTICLE 48 : CONVOCATION

- 48.1.1 Les membres du bureau sont convoqués personnellement, sous format papier ou par courrier électronique, à la diligence du secrétaire général 7 jours (3 en cas d'urgence) avant la date de la réunion.
- 48.1.2 A la convocation sont joints l'ordre du jour et tous les documents nécessaires à l'examen des questions qu'il comporte, ainsi que les conditions dans lesquelles les personnes pourront y assister et voter.
- 48.2 Les présidents des commissions fédérales et nationales et, des organismes nationaux ainsi que les membres du comité directeur concernés par les points mis à l'ordre du jour peuvent participer à cette réunion sur invitation préalable du président et/ou du secrétaire général.
- 48.3 Le directeur technique national et le directeur général assistent avec voix consultative aux séances du bureau fédéral.

ARTICLE 49 : ORDRE DU JOUR

- 49.1 L'ordre du jour est arrêté par le président et/ou le secrétaire général de la Fédération 7 jours (3 en cas d'urgence) au moins avant la date de la réunion.
- 49.2 Les membres du bureau peuvent, 3 jours (1 en cas d'urgence) au moins avant la date de la réunion, demander l'inscription à l'ordre du jour de toute question relative à l'administration de la fédération.
- 49.3 Seul le bureau peut, à la demande de l'un de ses membres, modifier l'ordre du jour établi par le président et/ou le secrétaire général de la fédération.

ARTICLE 50 : MODALITES DE DECISION

- 50.1 Le bureau fédéral ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres est présente. Dans le cadre d'une réunion réalisée à distance, les membres participant à distance seront réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.
- 50.2.1 Les décisions du bureau fédéral sont prises à la majorité des voix des membres présents après un vote

nominal au scrutin public. La voix du président de la fédération est prépondérante en cas de partage égal des voix.

- 50.2.2 Toutefois, les votes émis en vue de l'élection d'un membre de la fédération à des fonctions au sein de l'un de ses organes, ont lieu au scrutin secret.
- 50.3.1 A l'occasion de l'élection d'un membre de la fédération à des fonctions au sein de l'un de ses organes, pour être élus, les candidats devront recueillir la majorité absolue (50% + 1 voix) des suffrages exprimés au premier tour.
- 50.3.2 De plus, si le nombre d'élus ainsi déterminé dépasse le nombre des postes à pourvoir, seront retenus les candidats ayant obtenu le plus de voix jusqu'au pourvoi de tous les postes.
- 50.4 En cas de second tour, les candidats seront élus à la majorité relative des votes exprimés.
- 50.5 Le bureau fédéral peut recourir à des procédés électroniques de vote, en présentiel ou à distance, pourvu que ceux-ci garantissent le caractère régulier et secret du scrutin lorsque cela est requis.

ARTICLE 51 : PROCES-VERBAUX

- 51.1 Le secrétaire général rédige les procès-verbaux des séances du bureau et du bureau restreint.
- 51.2 Les procès-verbaux du bureau et du bureau restreint sont établis sans blanc ni rature, sur des feuilles numérotées, signés par le président et le secrétaire général et conservés avec les pièces présentées au bureau au siège de la fédération.
- 51.3 Les procès-verbaux sont adressés de façon individuelle aux membres du comité directeur, et mis en ligne sur le site internet de la fédération dans la semaine qui suit la réunion, à la diligence du secrétaire général.
- 51.4 Ils sont approuvés par le prochain comité directeur.
- 51.5 Dans le cas d'un bureau fédéral réuni à distance avec vote en séance, les incidents techniques ayant empêché le membre, qui a eu recours à la téléconférence, de faire connaître son vote sont mentionnés dans le procès-verbal.

ARTICLE 52 : CONSULTATION ECRITE

- 52.1 Les décisions du bureau fédéral peuvent également être prises par consultation écrite. Dans cette hypothèse, les membres votent à distance, par voie électronique ou postale.
- 52.2 Le secrétaire général adresse à chaque membre, sous format papier ou par courrier électronique, le texte des résolutions proposées accompagné d'un rapport et des documents nécessaires à l'information des membres.
- 52.3 Les membres disposent d'un délai de 3 jours à compter de la date de réception du texte des résolutions pour émettre leur vote (par écrit). Le vote est formulé sur le texte même des résolutions proposées et pour chaque résolution, par le mot : "oui", "non" ou "abstention".
- 52.4 La validité de la consultation écrite est conditionnée à l'expression du vote de la moitié au moins des membres du bureau fédéral.
- 52.5 Chaque résolution est adoptée conformément aux dispositions de l'article 50 du règlement intérieur.
- 52.6 Une fois adopté, le texte des résolutions vaut procès-verbal et est soumis aux dispositions de l'article 51 du règlement intérieur.

SECTION 4 : LE PRESIDENT

ARTICLE 53 : ELECTION

- 53.1 Le président est élu par l'assemblée générale sur proposition du comité directeur.
- 53.2 Après son renouvellement, le comité directeur propose à l'assemblée générale, la candidature de l'un de ses membres, à la présidence de la fédération.
- 53.3 Pour être déclaré élu, le candidat présenté doit recueillir plus de la moitié des suffrages valablement exprimés et des bulletins blancs.

ARTICLE 53bis : REMPLACEMENT

- 53bis.1 En cas de vacance du poste de président, un comité directeur est convoqué d'urgence, à la diligence du secrétaire général, en vue de pourvoir à son remplacement provisoire dans les conditions prévues à l'article 18 des statuts.
- 53bis.2 Le comité directeur ainsi convoqué fixe, s'il l'estime nécessaire, la date d'une assemblée générale extraordinaire chargée d'élire un nouveau président, après avoir éventuellement complété au préalable le comité directeur.

SECTION 5 : LE DIRECTEUR GENERAL

ARTICLE 54 : ATTRIBUTIONS

- 54.1 Le directeur général dirige l'administration fédérale. A ce titre, il met en œuvre les mesures d'organisation, de gestion et de contrôle qui visent à assurer le fonctionnement continu et efficace de l'administration fédérale.
- 54.2 Le directeur général est responsable de la gestion du personnel de la fédération.
- 54.3 Le directeur général coordonne le suivi des relations, à leur niveau administratif et opérationnel, avec les principaux interlocuteurs extérieurs de la fédération.
- 54.4 En application de l'article 17 des statuts, le directeur général reçoit délégation générale pour signer tous les documents qui concourent au fonctionnement courant de la fédération, à l'exception des engagements à valeur contractuelle dépassant un montant fixé par le comité directeur.

SECTION 6 : LES COMMISSIONS FEDERALES

ARTICLE 55 : CREATION

- 55.1 Des commissions fédérales, autres que celles créées en application de l'article 19 des statuts, peuvent être créées et supprimées par le comité directeur.
- 55.2 La liste de ces commissions figure à l'article 62 du présent règlement.
- 55.3 L'article 62 de ce règlement relevant de la délégation de pouvoir accordée par l'article 19.1 des statuts et le 7° de l'article 36.1 du présent règlement intérieur au comité directeur, peut être modifié, dès publication d'une modification le concernant au procès-verbal d'une réunion du comité directeur, sans nécessiter le passage devant l'assemblée générale.
- 55.4 Certaines commissions fédérales peuvent être déclinées en commissions nationales d'une ou plusieurs disciplines fédérales ; il s'agit des commissions nationales. Elles ne peuvent concerner que les commissions sportives, arbitrage, et scorage et statistiques.

ARTICLE 56 : COMPOSITION

- 56.1 Exception faite de la commission fédérale médicale, chaque commission est composée de deux à douze membres.
- 56.2 Le président est nommé pour une durée de deux ans par le comité directeur sur proposition du bureau fédéral.
- 56.3 Le président choisit les membres de sa commission, son choix doit être ratifié par le bureau fédéral.
- 56.4 Les membres des commissions fédérales doivent être membres de la fédération ou d'un club affilié, et être régulièrement licenciés ; ils peuvent bénéficier, à titre gracieux, d'une licence non pratiquant – individuel – lorsqu'ils ne sont pas déjà licenciés à un autre titre.
- 56.5 Le comité directeur peut, en cours d'exercice, procéder au remplacement du président d'une commission fédérale.
- 56.6 Exception faite de la commission de surveillance des opérations électorales, chaque commission doit comprendre au moins un membre du comité directeur.
- 56.7 Les dispositions susvisées de cet article ne concernent pas la commission fédérale de discipline et le conseil fédéral d'appel, dont le fonctionnement est déterminé par le règlement disciplinaire.

ARTICLE 57 : ATTRIBUTIONS

- 57.1 Les attributions de chaque commission sont définies par le comité directeur sur proposition du bureau fédéral.
- 57.2 Les articles 62 à 84 du présent règlement relevant de la délégation de pouvoir accordée au comité directeur, par l'article 19.1 des statuts, le 7° de l'article 36.1 et le présent article du règlement intérieur, peuvent être modifiés dès publication d'une ou de plusieurs modifications les concernant au procès-verbal d'une réunion du comité directeur, sans nécessiter le passage devant l'assemblée générale.
- 57.3 Dans la limite de leurs attributions, les commissions fédérales reçoivent délégation du comité directeur en vue de faire appliquer les règlements fédéraux.
- 57.4.1 Leur gestion fait l'objet de procès-verbaux de réunions qui doivent être approuvés par le bureau fédéral ; toutefois, ces procès-verbaux peuvent être immédiatement diffusés avec l'accord du secrétaire général.
- 57.4.2 Les procès-verbaux qui ne sont pas immédiatement approuvés par le bureau fédéral peuvent être retournés pour un deuxième examen. Le président peut défendre le point de vue de sa commission devant le bureau fédéral.
- 57.5.1 Les décisions des commissions, intervenues dans le cadre de leurs attributions, sont immédiatement exécutoires.
- 57.5.2 Toutefois, à l'exception des décisions de la commission fédérale de discipline et du conseil fédéral d'appel, et de la commission de surveillance des opérations électorales, elles peuvent être réformées par le bureau fédéral à l'occasion de l'examen pour approbation des procès-verbaux des séances.
- 57.5.3 Elles peuvent en outre, à l'exception des décisions de la commission fédérale de discipline et du conseil fédéral d'appel et de la commission de surveillance des opérations électorales, être frappées d'appel devant le bureau fédéral, dans les conditions prévues à l'article 86 ci-après.
- 57.6 Elles jugent, selon leur compétence, les décisions des organes régionaux, dans les conditions définies à l'article 85 ci-après.

ARTICLE 58 : REUNIONS

- 58.1 Les commissions fédérales se réunissent en principe au siège de la fédération, sauf s'il en est décidé

autrement. Elles peuvent également se réunir par téléconférence.

- 58.2.1 Durant la saison sportive, la commission sportive, les commissions nationales arbitrage, et la commission scorage et statistiques, tiennent, pour chaque discipline, une réunion hebdomadaire, de préférence le même jour, à la même heure.
- 58.2.2 Les autres commissions se réunissent à la diligence de leur président, lequel organise les travaux de sa commission.
- 58.3 Le président de la fédération, le secrétaire général, le directeur technique national et le directeur général, ou leurs représentants dûment mandatés, ont accès de droit à toutes les commissions et peuvent s'y faire entendre.
- 58.4 Le président d'une commission peut demander au trésorier fédéral d'assister à une réunion avec voix consultative.

ARTICLE 59 : CONVOCATION

- 59.1 En dehors des commissions énumérées à l'article 58.2.1, les membres des commissions sont convoqués par leur président.
- 59.2 La convocation, à laquelle sont joints l'ordre du jour et tous les documents nécessaires à l'examen des questions qu'il comporte est adressée aux membres de la commission concernée, 10 jours au moins avant la date de réunion.

ARTICLE 60 : DECISIONS

- 60.1 Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. Dans le cadre d'une réunion réalisée en tout ou partie à distance, les membres participant à distance seront réputés présents pour le calcul de la majorité. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

ARTICLE 61 : PREROGATIVES – DEVOIRS

- 61.1 Les présidents des commissions fédérales peuvent assister aux réunions du bureau, du comité directeur et de l'assemblée générale avec voix consultative, s'ils n'en sont pas membres.
- 61.2 Les présidents des commissions financière, médicale et juridique et réglementation, ont l'obligation d'informer les membres du comité directeur de tout fait susceptible d'entraîner un trouble majeur pour la fédération, et dont ils auraient eu connaissance dans le cadre de leurs missions ; que ce soit au cours des réunions du comité directeur, ou par courrier à tous ses membres.
- 61.3 Les membres des Commissions fédérales sont des officiels et ont droit d'accès à toutes les rencontres officielles sur présentation de leur carte de Dirigeant fédéral.

ARTICLE 62 : LISTE DES DIVERSES COMMISSIONS

- | | |
|--|--------------|
| - Commission fédérale arbitrage | Art 63 |
| - Réserve | Art 64 |
| - Réserve | Art 65 |
| - Commission fédérale de discipline | Art 66 |
| - Conseil fédéral d'appel | Art 66 |
| - Commission fédérale de formation | Art 67 |
| - Commission fédérale financière | Art 68 |
| - Réserve | Art 69 |
| - Commission fédérale jeunes | Art 70 |
| - Commission fédérale juridique et réglementation | Art 71 |
| - Commission fédérale médicale | Art. 72 – 73 |
| - Commission fédérale mémoire | Art 74 |
| - Commission fédérale de répartition des fonds dédiés aux clubs, comités départementaux et ligues régionales | Art 75 |

- Réserve	Art 76
- Commission fédérale scorage – statistiques	Art 77
- Commission fédérale sport pour tous	Art 78
- Commission fédérale sportive	Art 79
- Commission fédérale terrains et équipements	Art 80
- Comité fédéral d'éthique	Art 81

ARTICLE 63 : LA COMMISSION FEDERALE ARBITRAGE

63.1 Par délégation du comité directeur, la commission fédérale arbitrage a pour mission :

- d'assurer l'administration générale de l'arbitrage des disciplines baseball, softball et baseball5,
- de préparer et de proposer les règlements généraux de l'arbitrage, à la commission fédérale juridique et réglementation pour présentation par cette dernière au comité directeur fédéral,
- d'élaborer les différentes classifications d'arbitre, ainsi que les conditions d'accès à ces classifications. Ces propositions seront soumises à la commission fédérale de formation pour intégration au schéma directeur des formations.
- d'organiser les actions de formation à l'arbitrage de niveau initial dans le respect des dispositions du schéma directeur fédéral des formations.
- d'organiser, en étroite collaboration avec la commission fédérale de formation, la sélection des arbitres fédéraux par la voie d'examen théoriques et pratiques,
- de désigner le cadre d'arbitrage ainsi que les délégués aux rencontres des compétitions et organisations fédérales,
- de proposer au bureau fédéral la promotion et la radiation des arbitres,
- de donner à la commission fédérale sportive son avis sur les récusations.

63.2 De plus, elle assure la discipline des arbitres, détermine dans les règlements généraux de l'arbitrage les obligations des arbitres, les obligations des clubs en matière d'arbitrage ainsi que les sanctions qui frappent les arbitres et clubs qui ne respectent pas ces obligations.

63.3 Elle assure également la protection de l'arbitre, en définissant le barème des sanctions frappant tout membre de la fédération qui aurait manqué à ses obligations envers le corps arbitral, et en proposant ce barème de sanctions à la commission fédérale de discipline.

ARTICLE 64 : Réserve

ARTICLE 65 : Réserve

ARTICLE 66 : LA COMMISSION FEDERALE DE DISCIPLINE ET LE CONSEIL FEDERAL D'APPEL

66.1 Toutes les dispositions concernant la commission fédérale de discipline et le conseil fédéral d'appel sont définies par le règlement disciplinaire, annexe du présent règlement intérieur.

ARTICLE 67 : LA COMMISSION FEDERALE DE FORMATION

67.1.1 Par délégation du comité directeur, la commission fédérale de formation a pour mission de mettre en œuvre des formations des disciplines fédérales, permettant de mobiliser de nouveaux financements et compétences au bénéfice du réseau des structures fédérales, comités départementaux et ligues régionales.

67.1.2 Elle propose le schéma directeur des formations de la fédération au comité directeur pour validation.

67.1.3 Elle est chargée de superviser le travail de l'institut national de formation, qui est le service opérationnel

de la formation de la fédération.

- 67.2 Les membres de la commission fédérale de formation sont choisis en raison de leurs compétences dans le domaine de la formation ou de la réglementation.
- 67.3.1 L'institut national de formation est compétent pour mettre en œuvre toutes les formations de baseball, softball et baseball5 de la fédération ou nouer des partenariats avec d'autres organismes de formation.
- 67.3.1bis L'organisation, la coordination et l'habilitation des formations d'Etat de cricket sont confiées à l'Institut national de formation, après validation par le directeur sportif de France Cricket, et mises en place par ce dernier.
- 67.3.2 L'institut national de formation publie un calendrier national des formations de baseball, softball et baseball5 qui regroupe l'ensemble des formations proposées ainsi que les formations d'Etat de cricket.
- 67.3.3 Les diplômes relevant de la formation initiale sont définis dans le schéma directeur fédéral des formations et décernés par l'institut national de formation.
- 67.3.4 L'institut national de formation développe et met à disposition de son réseau des contenus de formation à distance, mutualisables dans l'ensemble des formations organisées par les ligues régionales ou les comités départementaux.
- 67.3.5 La fédération peut déléguer la gestion de l'institut national de formation à toute personne physique ou morale déclarée comme organisme de formation conformément à la législation en vigueur. Le cas échéant, un référent dudit organisme de formation sera désigné, par la commission fédérale de formation, comme responsable de l'institut national de formation.

ARTICLE 68 : LA COMMISSION FEDERALE FINANCIERE

- 68.1 Par délégation du comité directeur, la commission fédérale financière a pour mission :
- l'étude des problèmes fiscaux,
 - la préparation et le suivi du budget,
 - l'étude de tous contrats, de toute nature, ayant une incidence financière, consentis à un tiers au titre de la fédération, par le président, le bureau fédéral, ou tout organe fédéral ; en liaison avec la commission fédérale juridique et réglementation,
 - l'étude des problèmes relatifs à l'employeur,
 - d'étudier et instruire tout problème avant un caractère fiscal, social, économique et financier qui lui serait proposé par le président, le bureau, le comité directeur ou tout autre organe fédéral.

ARTICLE 69 : Réservé

ARTICLE 70 : LA COMMISSION FEDERALE JEUNES

- 70.1 Par délégation du comité directeur, la commission fédérale jeunes a pour mission de promouvoir et développer une politique de découverte pour les jeunes relevant des catégories allant jusqu'à celle de 18 ans et moins incluse en baseball et en softball :
- en proposant toute innovation permettant une meilleure approche de nos sports par les jeunes, (Tee-ball, mini-baseball-softball, etc...),
 - en intervenant dans les activités « nouvelles pratiques » proposées par la fédération,
 - en assurant, en étroite collaboration avec la commission fédérale de formation, des stages de formation de joueurs dans le respect des dispositions du schéma directeur fédéral des formations.
 - en éditant tout document relatif à la question, en relation avec la commission fédérale communication.
- 70.2 Ces programmes sont mis en œuvre en étroite collaboration avec la direction technique nationale.
- 70.3 Elle a également pour mission d'assurer l'administration générale des compétitions sportives 6U, 9U, 12U, 15U et 18U en baseball et en softball organisées sous l'égide de la fédération.

**ARTICLE 71 : LA COMMISSION FEDERALE JURIDIQUE ET
REGLEMENTATION**

- 71.1 Par délégation du comité directeur, la commission fédérale juridique et réglementation a pour mission :
- l'étude des procédures,
 - l'étude des lois, des décrets et règlements nous concernant,
 - l'étude et la mise en conformité de tous les textes fédéraux,
 - l'étude de tous contrats, de toute nature, consentis à un tiers au titre de la fédération, par le président, le bureau ou tout organe fédéral ; en liaison avec la commission fédérale financière,
 - d'instruire et d'étudier tous les problèmes qui lui sont soumis par le président, le bureau, le comité directeur ou tout autre organe fédéral,
- 71.2 Elle a également pour mission de veiller à l'application des statuts et règlements fédéraux par tous les ressortissants de la fédération.
- 71.3.1 Elle donne son avis avant l'homologation des règlements sportifs régionaux et de toute épreuve régionale par la commission fédérale sportive.
- 71.3.2 Elle donne son avis, à partir des règles publiées par les fédérations internationales, avant l'élaboration des règles de jeu officielles par la commission fédérale juridique et réglementation.
- 71.4.1 Elle juge, en première instance, les litiges relatifs à l'application et à l'interprétation des statuts et des règlements fédéraux qui ne sont pas de la compétence particulière d'une instance ou commission fédérale ou nationale et se présentant au niveau national et notamment ceux relatifs :
- à la qualification des joueurs engagés dans une compétition nationale (validité des licences, mutations etc. ...),
 - au respect des droits et obligations des joueurs et des membres de la fédération.
- 71.4.2 Elle juge, en appel, des décisions des commissions régionales, les litiges relatifs à l'application et à l'interprétation des règlements fédéraux ou régionaux, lorsque cet appel n'est pas de la compétence d'une autre commission fédérale ou nationale, et notamment ceux relatifs :
- à la qualification des joueurs engagés dans une compétition régionale,
 - au respect des droits et obligations des joueurs et des membres de la fédération au niveau régional.
- 71.5 Elle donne son avis sur les limites de compétence des diverses commissions et des différents services de la fédération.
- 71.6.1 Elle élabore les projets et propositions de modification de tous les textes fédéraux et est saisie, pour avis, de tout projet ou modification des statuts, règlement intérieur, règlement disciplinaire, règlement financier, règlement médical, règlements généraux, règlements généraux des épreuves sportives et de tout autre règlement fédéral proposé par tout organe fédéral et veille à leur conformité avec les dispositions législatives et réglementaires concernant le sport, ainsi qu'avec les statuts et les règlements fédéraux d'ordre supérieur.
- 71.6.2 A ce titre, elle peut demander toute modification qui lui paraîtrait nécessaire et coordonne la préparation, l'élaboration et la mise au point de tout projet ou proposition de modification des statuts, règlement intérieur, règlement disciplinaire, règlement financier, règlement médical, règlements généraux, règlements généraux des épreuves sportives, ou tout autre règlement fédéral, à présenter par cette dernière au bureau fédéral, au comité directeur et/ou à l'assemblée générale.
- 71.6.3 A l'exception des textes cités aux articles 23 et 29.2.1 du présent règlement, les délais de saisine de la commission fédérale juridique et réglementation doivent être suffisants pour permettre à cette dernière d'étudier les textes proposés ou leur modification, aux fins d'intégration de ces derniers dans la réglementation existante, tout en laissant à la commission le temps de pouvoir présenter la proposition de la nouvelle réglementation au secrétaire général, avant la date limite d'expédition par celui-ci des documents soumis aux délibérations du bureau fédéral et/ou du comité directeur fédéral, prévue par la réglementation en vigueur.

LA COMMISSION FEDERALE MEDICALE

ARTICLE 72 : MISSION DE LA CFM

72.1 Par délégation du comité directeur, la commission fédérale médicale a pour mission :

- la mise en œuvre au sein de la fédération des dispositions législatives et réglementaires relatives à la protection de la santé des sportifs ainsi qu'à la prévention et la lutte contre le dopage, notamment :
 - o d'assurer l'organisation de la surveillance sanitaire des sportifs de haut niveau et des sportifs inscrits dans les filières d'accès au sport de haut niveau ;
 - o de définir les modalités de délivrance du certificat d'absence de contre-indication à la pratique de la ou des disciplines fédérale ;
- de définir et de mettre en œuvre la politique et la réglementation sanitaire fédérale à destination de l'ensemble des licenciés ainsi qu'organiser la médecine fédérale ;
- de mettre en place un règlement médical annexé au présent règlement ;
- d'émettre des avis, de faire des propositions et de participer à la réflexion sur tout sujet à caractère sanitaire dont elle se saisira ou qui lui sera soumis par les instances fédérales nationales, régionales et locales, notamment relatifs à :
 - o la surveillance médicale des sportifs,
 - o la veille épidémiologique,
 - o la lutte et la prévention du dopage,
 - o l'encadrement des collectifs nationaux,
 - o la formation continue,
 - o des programmes de recherche,
 - o des actions de prévention et d'éducation à la santé,
 - o l'accessibilité des publics spécifique,
 - o les contre-indications médicales liées à la pratique de la discipline,
 - o des dossiers médicaux litigieux de sportifs,
 - o l'organisation et la participation à des colloques, des congrès médicaux ou médico-sportifs,
 - o les publications ;

Tout membre de la commission fédérale médicale travaillant avec les « collectifs nationaux » ne pourra faire état de sa fonction et publier les résultats de ses travaux sans l'accord de la majorité des membres de la commission et du président de la fédération.

- d'élaborer un budget de fonctionnement à soumettre aux instances dirigeantes fédérales ;
- de participer à l'élaboration du volet médical de la convention d'objectifs du ministère chargé des sports ;
- de statuer sur les litiges se rapportant à l'ensemble de son champ de compétence.

ARTICLE 73 : ORGANISATION DE LA CFM

73.1 I - Le président de la commission fédérale médicale

Le président de la commission fédérale médicale est le médecin fédéral national.

Il assure, le fonctionnement administratif (réunions, convocations, ordre du jour) de la commission et coordonne l'ensemble des missions qui sont attribuées à cette dernière.

73.2 **II - Le médecin fédéral national**

Le médecin fédéral national est nommé pour une période de 4 années correspondant à l'olympiade,

renouvelable, par le Président de la Fédération. Cette nomination devra être transmise, pour information, au ministère chargé des sports.

Il devra obligatoirement :

- être docteur en médecine, inscrit à l'Ordre des médecins,
- être titulaire de la capacité en médecine et biologie du sport ou du CES de biologie et médecine du sport,
- être titulaire d'une licence délivrée à titre gracieux par la fédération,
- bénéficier d'une assurance en responsabilité civile professionnelle correspondante aux risques inhérents à la pratique de ses missions.

73.3 III - Composition de la commission fédérale médicale :

Les membres de la commission fédérale médicale, à l'exception du médecin élu au sein du comité directeur fédéral, sont nommés chaque année par le bureau de la fédération sur proposition du médecin fédéral national.

- I-1 : Médecin fédéral national, président de la commission, membre de droit,
- I-2 : Médecin élu au sein du comité directeur fédéral, membre de droit,
- I-3 : Médecin coordinateur du suivi médical réglementaire, membre de droit,
- I-4 : Médecin des équipes de France, membre de droit,
- I-5 : Médecins d'équipes,
- I-6 : Médecins fédéraux régionaux,
- I-7 : Médecins spécialistes concernés par la discipline,
- II-1 : Kinésithérapeute fédéral national, membre de droit,
- II-2 : Kinésithérapeutes d'équipes,
- II-3 : Auxiliaires médicaux intéressés.

Le rôle et les missions des intervenants médicaux et paramédicaux, ainsi que la réglementation médicale sont définis par le règlement médical de la fédération voté par le comité directeur et transmis, ainsi que toute modification ultérieure, au ministre chargé des sports, et annexé au présent règlement intérieur.

La commission fédérale médicale peut faire appel à des personnalités qui, grâce à leur compétence particulière, sont susceptibles de faciliter les travaux de cette dernière ; dans ce cas, ces personnalités pourront ne pas répondre aux qualifications mentionnées ci-dessus, mais, ne seront pas membre de la commission fédérale médicale.

Le président de la fédération, le secrétaire général et le directeur technique national ou leurs représentants dûment mandatés, ont accès de droit à la commission fédérale médicale et peuvent s'y faire entendre.

Le président de la commission fédérale médicale peut demander au trésorier général fédéral d'assister à une réunion avec voix consultative.

73.4 IV - Fonctionnement de la commission fédérale médicale

La commission fédérale médicale se réunit au moins 3 fois par an, sur convocation de son président qui fixera l'ordre du jour et en avisera le président de la fédération et le directeur technique national.

Les membres de la commission sont soumis à la confidentialité des informations dont ils ont la connaissance dans le cadre du travail de la commission.

Pour mener à bien ses missions, la commission fédérale médicale dispose d'un budget fédéral annuel approuvé par l'assemblée générale fédérale avant chaque saison sportive et dont la gestion est assurée par le président de la commission fédérale médicale sous l'autorité du président de la fédération.

Ce budget fera l'objet d'une demande de crédits auprès du président de la fédération et d'une demande annuelle de subvention auprès du ministère chargé des sports pour les projets proposés par la commission fédérale médicale, accompagnée d'un bilan technique et financier de l'année écoulée et des prévisions pour l'année à venir.

L'action de la commission fédérale médicale est organisée en lien avec la direction technique nationale.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu adressé au président de la fédération et au directeur technique national.

Annuellement le médecin fédéral national établit un rapport d'activité annuel que la commission fédérale médicale présentera à l'assemblée générale fédérale.

Ce document fera en particulier état de :

- de l'organisation médicale fédérale et du fonctionnement de la commission fédérale médicale ;
- de l'action médicale fédérale concernant notamment :
 - o l'application de la réglementation médicale fédérale ;
 - o le suivi des sportifs de haut niveau et des sportifs inscrits dans les filières d'accès au sport de haut niveau ;
 - o les liaisons nécessaires avec les auxiliaires médicaux, les techniciens sportifs et les pratiquants ;
 - o l'application des mesures nécessaires à la lutte antidopage ;
 - o la recherche médico-sportive ;
 - o la gestion des budgets alloués pour ces actions.

73.5 **V - Commissions médicales régionales**

Des commissions médicales régionales pourront être créées après accord des comités directeurs des ligues régionales, sous la responsabilité des médecins élus aux comités directeurs de ces ligues.

Il est recommandé que les commissions médicales régionales soient consultées pour les travaux de la commission fédérale médicale.

ARTICLE 74 : LA COMMISSION FEDERALE MEMOIRE

- 74.1 Par délégation du comité directeur, la commission fédérale mémoire a pour mission de collecter, d'archiver et de restituer, sous diverses formes et à l'occasion d'événements, les informations historiques sur la fédération et sur la pratique du baseball et du softball en France.

ARTICLE 75 : LA COMMISSION FEDERALE DE REPARTITION DES FONDS DEDIES AUX CLUBS, COMITES DEPARTEMENTAUX ET LIGUES REGIONALES

- 75.1 Par délégation du comité directeur, la commission fédérale de répartition a pour mission de répartir les fonds dédiés aux clubs, organismes nationaux, comités départementaux et ligues régionales, perçus à ce titre par la fédération.

- 75.2 En dérogation des dispositions des articles 56.2, 56.3 et 56.5 du présent règlement la commission est composée :

- sans limite de temps :
 - o du président de la fédération ou de l'un des vice-présidents dûment mandaté,
 - o du secrétaire général ou du secrétaire général adjoint,
 - o du trésorier général ou du trésorier général adjoint,
 - o du directeur technique national ou son représentant dûment mandaté,
 - o du président de la commission fédérale financière ou son représentant, membre de ladite commission, dûment mandaté,
 - o du président de la commission fédérale juridique et réglementation ou son représentant, membre de ladite commission, dûment mandaté,
 - o d'un représentant de France Cricket désigné par le comité directeur de France Cricket,

- ainsi que de représentants territoriaux élus par leurs pairs respectifs, pour une durée de deux ans :
 - o un président de ligue régionale,
 - o un président de comité départemental
 - o deux présidents de clubs.
- 75.3 En dérogation des dispositions des articles 57.5.2 et 57.5.3 les décisions de la commission sont prises, en premier et dernier ressort, à la majorité des membres présents.
- 75.4 En dérogation des dispositions des articles 57.4.1 et 57.4.2 du présent règlement les décisions de la commission sont exécutoires dès publication des procès-verbaux de séance.
- 75.5 Le ou les représentant(s) territoriaux au sein de la commission fédérale de répartition sont élus dans les conditions suivantes :
- les candidatures doivent être conformes aux articles 11.5.1, 11.5.2, 11.7.1, 11.8 des statuts et 35.1.3 du présent règlement intérieur de la fédération,
 - une personne simultanément président(e) d'une ligue régionale et/ou d'un comité départemental et/ou d'un club, peut candidater et être élue comme représentant territorial au sein de la commission fédérale de répartition pour le compte de la ligue régionale et/ou du comité départemental et/ou du club qu'il préside ;
 - les candidatures doivent parvenir à la fédération, par courrier recommandé avec accusé de réception, courrier électronique ou dépôt en main propre contre récépissé, 28 jours au moins avant la date de l'élection telle que décidée par le comité directeur fédéral ;
 - la liste des candidats est communiquée respectivement aux présidents des ligues régionales ou aux présidents des comités départementaux ou aux présidents des clubs, 15 jours au moins avant la date de l'élection ;
 - les candidats peuvent saisir, avant le scrutin, la commission de surveillance des opérations électorales, dans un délai de 7 jours après la publication de la liste des candidats. Cette saisine ne peut concerner que la recevabilité des candidatures, en particulier les cas d'inéligibilité. La commission de surveillance des opérations électorales doit alors se réunir et donner un avis dans un délai de 7 jours ;
 - les représentants territoriaux sont élus à la majorité simple des votes exprimés. En cas d'égalité, un second tour sera organisé entre les candidats ayant obtenu le même nombre de voix. En cas d'égalité à l'issue de ce second tour, sera élu le candidat représentant la structure, ligue régionale ou comité départemental ou club, comportant le plus grand nombre de licenciés ;
 - l'élection des représentants territoriaux peut se dérouler en participation effective et/ou à distance, avec vote en séance, par correspondance et/ou voie électronique, pourvu que les moyens techniques mis en œuvre garantissent le caractère régulier et secret du scrutin lorsque cela est requis ;
 - en cas de changement du président de la ligue régionale et/ou du comité départemental et/ou du club ainsi élu, son mandat de représentant territorial revient de plein droit à son successeur en tant que président de ladite ligue régionale et/ou dudit comité départemental et/ou dudit club pour la durée restant à courir.

ARTICLE 76 : Réserve

ARTICLE 77 : LA COMMISSION FEDERALE SCORAGE-STATISTIQUES

- 77.1 Par délégation du comité directeur, la commission fédérale scorage - statistiques a pour mission :
- d'assurer l'administration générale du scorage et des statistiques, de la discipline considérée,
 - de préparer et de proposer les règlements généraux du scorage, à la commission fédérale juridique et

- réglementation pour présentation, par cette dernière, au comité directeur fédéral.
- d'élaborer les différentes classifications de scoreurs, ainsi que les conditions d'accès à ces classifications. Ces propositions seront soumises à la commission fédérale de formation pour intégration au schéma directeur des formations.
 - d'organiser en étroite collaboration avec la commission fédérale de formation, la sélection des scoreurs fédéraux par la voie d'examen théoriques et pratiques,
 - de désigner le cadre de scorage aux rencontres des compétitions et organisations fédérales,
 - de désigner le cadre de scorage aux matchs des compétitions et organisations fédérales
 - de centraliser, vérifier et fournir les statistiques fédérales,
 - de proposer au bureau fédéral la promotion et la radiation des scoreurs.
- 77.2 De plus, elle assure la discipline des scoreurs, détermine dans les règlements généraux du scorage les obligations des scoreurs, les obligations des clubs en matière de scorage ainsi que les sanctions qui frappent les scoreurs et les clubs qui ne respectent pas ces obligations.
- 77.3 Elle assure également la protection du scoreur, en définissant le barème des sanctions frappant tout membre de la fédération qui aurait manqué à ses obligations envers le corps des scoreurs et statisticiens, et en proposant ce barème de sanctions à la commission fédérale de discipline.

ARTICLE 78 : LA COMMISSION FEDERALE SPORT POUR TOUS

- 78.1 Par délégation du comité directeur, la commission fédérale sport pour tous a pour mission de :
- 78.2 - Assurer le développement de la présence des femmes, tant au niveau de la pratique des disciplines fédérales, qu'à celui des instances dirigeantes,
- 78.3 - Promouvoir et développer les disciplines fédérales dans les milieux scolaire, universitaire et de l'entreprise par :
- des contacts avec les syndicats d'enseignements, leurs revues professionnelles et les comités d'entreprises,
 - des actions de formation continue, en étroite collaboration avec la commission fédérale de formation, et dans le respect des dispositions du schéma directeur fédéral des formations.
 - des animations et initiations dans ces milieux, en relation avec la direction technique nationale,
 - des relations avec les fédérations affinitaires représentatives de ces secteurs,
 - l'information auprès de chaque académie,
 - l'organisation de compétitions inter-établissements, ou inter-clubs,
 - la gestion du matériel de jeu mis à disposition pour ces programmes,
 - des actions de formation dans les U.F.R. S.T.A.P.S. en étroite collaboration avec la commission fédérale de formation, et dans le respect des dispositions du schéma directeur fédéral des formations.
- 78.4 - Promouvoir, adapter la réglementation et développer le baseball, softball et baseball5 dans les domaines du handicap physique, du handicap mental, du handicap psychique, du handicap visuel et du handicap auditif par :
- la création d'un réseau au sein de la fédération,
 - la sensibilisation des ligues régionales, comités départementaux, clubs affiliés et instances fédérales au handicap dans les disciplines fédérales,
 - la participation aux activités de différentes instances du ministère de tutelle concernant le handicap, et d'informer la fédération avec la participation de la direction technique nationale,
 - l'information du président, du secrétaire général et du comité directeur des développements concernant le handicap afin de promouvoir la participation du plus grand nombre,
 - la liaison et représentation de la fédération auprès des instances nationales et internationales concernant le handicap.

ARTICLE 79 : LA COMMISSION FEDERALE SPORTIVE

- 79.1 (réservé)

- 79.2 Par délégation du comité directeur, la commission fédérale sportive assure l'administration générale des compétitions sportives des 19 ans et plus organisées sous l'égide de la fédération, à l'exception des compétitions de Baseball5.
- 79.3 Pour les compétitions 6U, 9U, 12U, 15U et 18U en baseball et en softball, la commission fédérale jeunes assure l'administration générale des compétitions, relevant de ces catégories d'âge, organisées sous l'égide de la fédération, à l'exception des compétitions de Baseball5.
- 79.4 Ces commissions peuvent déléguer une partie de leurs pouvoirs aux commissions régionales sportives et/ou aux commissions régionales jeunes, selon la catégorie concernée.
- 79.5 En particulier, la commission fédérale sportive et la commission fédérale jeunes, selon la catégorie concernée :
- préparent et proposent à la commission fédérale juridique et réglementation, les règlements généraux des épreuves sportives et notamment le règlement général des épreuves nationales et de toute épreuve officielle organisée par la fédération pour présentation, par cette dernière, au comité directeur fédéral,
 - établissent les calendriers, fixent les horaires, procèdent à la constitution des poules, groupes, divisions et challenges, procèdent aux tirages au sort, décident des matchs de barrage ou de classements nécessaires,
 - vérifient, avec l'appui de la commission fédérale arbitrage et de la commission fédérale scoring - statistiques les conditions d'engagement dans les différents championnats,
 - préparent et proposent à la commission fédérale juridique et réglementation, les annexes des règlements généraux des épreuves sportives de la discipline considérée pour présentation, par cette dernière, au comité directeur fédéral,
 - statuent sur les demandes de dérogations d'heure et de date des rencontres par rapport au calendrier établi,
 - vérifient les feuilles de match et homologuent les résultats des épreuves nationales,
 - s'auto saisissent, le cas échéant, des irrégularités qu'elles peuvent être amenées à constater sur les feuilles de match, pour suite à donner,
 - dressent le classement définitif des épreuves nationales et en tirent les conséquences au regard du Règlement des dites épreuves,
 - statuent sur les réserves formulées avant les rencontres sur les conditions d'organisation des réunions,
 - donnent un avis sur les demandes de déplacement à l'étranger ou de réception de clubs étrangers, sur les demandes d'organisation de rencontres internationales et inter-régionales,
 - assurent au plan national, la coordination du calendrier national et international et doivent, à ce titre, être consultées, par la direction technique nationale, avant toute fixation de date pour une rencontre internationale ou stage de préparation engageant une équipe nationale,
 - assurent la coordination des calendriers fédéraux avec les calendriers régionaux et doivent être, à ce titre, saisies de tous les calendriers régionaux,
 - assurent la publication, avant le début de la saison sportive, d'un calendrier officiel des compétitions qu'elles organisent ou autorisent au nom de la fédération, ménageant aux sportifs le temps de récupération nécessaire à la protection de leur santé,
 - jugent, en appel, les décisions des commissions régionales sportives concernées, ou de tout organe qui en tient lieu, prises dans le domaine de leurs attributions en matière sportive,
 - sont saisies de tout projet de règlement sportif régional et homologuent toute modification jugée par

elle nécessaire,

- proposent au comité directeur fédéral les années de participation en championnats nationaux, régionaux et départementaux parmi celles déterminées par les différentes instances internationales, après consultation de la direction technique nationale et de la commission fédérale médicale.
- homologuent directement les règlements sportifs régionaux et de toute épreuve régionale, après avis de la commission fédérale juridique et réglementation.
- prennent connaissance des rapports et communications transmis par les commissions régionales sportives concernées, et donnent leurs avis motivés avant transmission au comité directeur,
- jugent, en appel, les décisions des commissions régionales sportives concernées, les contestations relatives à l'application ou à l'interprétation des règles du Jeu, intervenues dans des compétitions régionales,
- proposent les règles du jeu officielles, à partir des règles publiées par les fédérations internationales, à la commission fédérale juridique et réglementation chargée de leur élaboration.
- veillent à l'application des règles du jeu,
- jugent, en première instance, les contestations sur l'application et l'interprétation des règles du jeu intervenues dans les compétitions nationales,
- statuent sur les récusations, après avis de la commission fédérale arbitrage.

ARTICLE 80 : LA COMMISSION FEDERALE TERRAINS ET EQUIPEMENTS

- 80.1 Par délégation du comité directeur, la commission fédérale terrains et équipements a pour mission :
- de définir les normes de terrains dans le respect des règlements internationaux et des règles du jeu,
 - d'éditer toute documentation technique concernant les terrains et les équipements, en relation avec la commission fédérale communication,
 - d'homologuer les terrains selon les catégories,
- 80.2 De prêter son concours, chaque fois que nécessaire, à toute étude ou réalisation de terrains ou d'équipements.

ARTICLE 81 : LE COMITE FEDERAL D'ETHIQUE

- 81.1 Par délégation du comité directeur, le comité fédéral d'éthique a pour mission de promouvoir et accompagner les projets de prévention et de lutte contre les incivilités, les violences et les discriminations au sein des structures affiliées à la fédération.

Il assure notamment :

- la conformité des pratiques aux valeurs du sport ;
- le partage et le respect de la Charte Éthique fédérale ;
- la lutte contre les discriminations et violences de toute nature dans le champ des activités physiques et sportives comme au sein des clubs.

- 81.2 Il propose :

- L'accompagnement de toutes structures affiliées dans la formalisation et la mise en place de projets,
- L'édition d'outils permettant d'aider le réseau d'acteurs à prévenir les comportements déviants et contraires aux valeurs du sport,
- La mise en place de formations à destination des acteurs intervenant de près ou de loin dans le milieu sportif et associatif.

ARTICLES 82 à 84 : (réservés)

SECTION 7 : APPEL

ARTICLE 85 : APPEL D'UNE DECISION DE COMMISSION OU D'ORGANE REGIONAL OU DEPARTEMENTAL

- 85.1 Les décisions d'une commission ou d'un organe régional et départemental portant application ou interprétation d'un règlement régional ou fédéral peuvent donner lieu à un appel devant la commission fédérale ou devant la commission du comité ou organisme national compétent, ou devant le bureau fédéral selon l'objet de la décision.
- L'appel doit être formulé dans les dix jours de la notification de la décision attaquée, accompagné d'un chèque d'un montant correspondant aux frais d'ouverture de dossier et d'enquête.
 - L'appel doit être adressé au siège de la fédération sous pli recommandé.
- 85.2 Les frais d'ouverture de dossier et d'enquête, dont le montant est défini chaque année par le comité directeur fédéral, peuvent être mis à la charge du demandeur lorsque l'appel n'est pas reconnu fondé.
- 85.3.1 Saisi d'un appel régulier l'organe compétent peut confirmer, infirmer, modifier la décision attaquée ou la renvoyer devant la commission ou l'organe régional ou départemental intéressé pour un nouvel examen.
- 85.3.2 L'organe compétent peut demander un complément d'information aux parties.
- 85.4 Les appels doivent être traités par l'organe compétent dans les 15 jours suivant sa saisine.
- 85.5 Les décisions de l'organe compétent sont toujours motivées.

ARTICLE 86 : APPEL D'UNE DECISION DE COMMISSION FEDERALE OU DE COMMISSION D'UN ORGANISME NATIONAL

- 86.1 En dehors des décisions disciplinaires, des décisions de la commission de surveillance des opérations électorales, et des décisions de la commission fédérale de répartition des fonds perçus par la fédération et dédiés aux clubs, comités départementaux et ligues régionales, les décisions des commissions fédérales ou des commissions des organismes nationaux portant application ou interprétation d'un règlement peuvent donner lieu à un appel devant le bureau fédéral dans les conditions ci-après :
- L'appel doit être formulé dans les dix jours de la notification de la décision attaquée, accompagné d'un chèque d'un montant correspondant aux frais d'ouverture de dossier et d'enquête.
 - L'appel doit être adressé au siège de la fédération sous pli recommandé.
- 86.2 Les frais d'ouverture de dossier et d'enquête, dont le montant est défini chaque année par le comité directeur fédéral, peuvent être mis à la charge du demandeur lorsque l'appel n'est pas reconnu fondé.
- 86.3.1 Saisi d'un appel régulier, le bureau fédéral, après avis de la commission fédérale juridique et réglementation, peut confirmer, infirmer, modifier la décision attaquée ou la renvoyer devant l'organe compétent pour un nouvel examen.
- 86.3.2 Le bureau fédéral peut demander un complément d'information aux parties.
- 86.4 Les appels doivent être traités par le bureau fédéral dans les 15 jours suivant sa saisine.
- 86.5 Les décisions du bureau fédéral sont toujours motivées.

ARTICLE 87 : APPEL D'UNE DECISION D'UN ORGANISME NATIONAL

- 87.1 Les décisions des organismes nationaux portant application ou interprétation d'un règlement peuvent

donner lieu à un appel devant le comité directeur fédéral dans les conditions ci-après :

- L'appel doit être formulé dans les dix jours de la notification de la décision attaquée, accompagné d'un chèque d'un montant correspondant aux frais d'ouverture de dossier et d'enquête.
- L'appel doit être adressé au siège de la fédération sous pli recommandé.

87.2 Les frais d'ouverture de dossier et d'enquête, d'un montant défini chaque année par le comité directeur fédéral, peuvent être mis à la charge du demandeur lorsque l'appel n'est pas reconnu fondé.

87.3.1 Saisi d'un appel régulier, le plus proche comité directeur fédéral peut confirmer, infirmer, modifier la décision attaquée ou la renvoyer devant l'instance dirigeante de l'organisme national concerné pour un nouvel examen.

87.3.2 Le comité directeur peut demander un complément d'information aux parties.

87.4 Les décisions du comité directeur fédéral sont toujours motivées.

ARTICLE 88 : APPEL DES DECISIONS DU BUREAU FEDERAL

88.1 Les décisions du bureau fédéral portant application ou interprétation d'un règlement peuvent être frappées d'appel devant le comité directeur uniquement pour le motif suivant : violation d'un règlement.

- L'appel doit être formulé dans les dix jours de la notification de la décision attaquée, accompagné d'un chèque d'un montant correspondant aux frais d'ouverture de dossier et d'enquête.
- L'appel doit être adressé au siège de la fédération sous pli recommandé.

88.2 Les frais d'ouverture de dossier et d'enquête, d'un montant défini chaque année par le comité directeur fédéral, peuvent être mis à la charge du demandeur lorsque l'appel n'est pas reconnu fondé.

88.3.1 Saisi d'un appel régulier, le plus proche comité directeur fédéral, après avis de la commission fédérale juridique et réglementation, peut confirmer, infirmer, modifier la décision attaquée.

88.3.2 Le comité directeur peut demander un complément d'information aux parties.

88.4 Les décisions du comité directeur fédéral sont toujours motivées.

ARTICLE 89 : EFFET DE L'APPEL

89.1 L'appel n'est pas suspensif et ne peut notamment interrompre le déroulement du calendrier des compétitions.

ARTICLE 90 : (réservé)

SECTION 8 : ASSURANCE

ARTICLE 91 : CLUBS

91.1 Les clubs affiliés doivent souscrire pour l'exercice de leur activité des garanties d'assurance couvrant leur responsabilité civile d'organisateur, de leurs préposés et celle des pratiquants de nos disciplines.

91.2 Ils sont tenus d'informer leurs adhérents de leur intérêt à souscrire un contrat d'assurance de personnes couvrant les dommages corporels auxquels peut les exposer leur pratique sportive.

ARTICLE 92 : CONTRAT COLLECTIF D'ASSURANCE

92.1 La fédération peut conclure, après un appel à la concurrence, un contrat collectif d'assurance visant à garantir les clubs affiliés et leurs licenciés.

- 92.2 La fédération peut proposer, aux adhérents des clubs affiliés qui sollicitent la délivrance d'une licence, d'adhérer simultanément au contrat collectif d'assurance de personnes qu'elle a souscrit, à la condition :
- de formuler cette proposition dans un document, distinct ou non de la demande de licence, qui doit mentionner le prix de l'adhésion, préciser que celle-ci n'est pas obligatoire, et indiquer que l'adhérent au contrat collectif peut en outre souscrire des garanties individuelles complémentaires,
 - de joindre à ce document une notice établie par l'assureur conformément au 2^{ème} alinéa de l'article L. 140-4 du code des assurances.

TITRE III – DISPOSITIONS FINANCIERES

SECTION 1 : RESSOURCES

ARTICLE 93 : COTISATIONS

- 93.1 Les cotisations de tous les membres de la fédération sont fixées annuellement par l'assemblée générale, sur proposition du comité Directeur ; ainsi que la partie du montant de celles-ci qui est ristournée aux comités départementaux et ligues régionales.
- 93.2 En l'absence de fixation de la cotisation pour un exercice, le taux en vigueur au cours de l'exercice précédent est tacitement reconduit.

ARTICLE 94 : LICENCES

- 94.1 Le prix des licences est fixé annuellement par l'assemblée générale, sur proposition du comité directeur, ainsi que la partie du montant de celui-ci qui est ristourné aux comités départementaux et ligues régionales.
- 94.2 En l'absence de fixation pour un exercice, le taux en vigueur au cours de l'exercice précédent est tacitement reconduit.

ARTICLE 95 : COMPETITIONS

- 95.1 Le comité directeur détermine chaque année celles des organisations dont la recette brute peut faire l'objet d'un prélèvement au profit de la fédération. Le comité directeur fixe le taux de ce prélèvement.
- 95.2 Les organisateurs sont tenus de faire parvenir une déclaration de recette à la fédération dans les 48 heures de la manifestation. A défaut de déclaration dans les délais prescrits, la recette est évaluée par la commission fédérale financière et soumise pour approbation au bureau fédéral, et le pourcentage en vigueur appliquée à cette évaluation.
- 95.3 Le comité directeur fixe les modalités du contrôle des recettes de chaque organisation soumise à ce prélèvement.
- 95.4 Le comité directeur peut accorder une franchise sur la recette.

ARTICLE 96 : (réservé)

ARTICLE 97 : RESSOURCES EXCEPTIONNELLES

- 97.1 La fédération peut souscrire avec tout contractant de son choix, après avis des commissions fédérales financière et juridique, des contrats publicitaires dans le but de financer en espèces ou en matériel, totalement ou partiellement, directement ou indirectement, les manifestations, compétitions et organisations fédérales.

- 97.2 En contrepartie, un support publicitaire peut être consenti par la fédération, consistant en une publication dans l'organe fédéral, inscriptions, placards et annonces sonores publicitaires sur le lieu des manifestations, compétitions et organisations et sur les affiches d'annonces.

SECTION 2 : ORGANISATION COMPTABLE

ARTICLE 98 : COMPTABILITE

- 98.1 Le trésorier fédéral est responsable de la tenue des comptes de la fédération.
- 98.2 Le comité directeur fait ouvrir au nom de la fédération, dans un ou plusieurs établissements de crédit, des comptes de dépôt de fonds ou de titres.
- 98.3 Les prélèvements de fonds sont opérés, sous la responsabilité du président, sous la signature de l'un des membres de la fédération désignés ci-après :
- Le trésorier général,
 - Le trésorier général adjoint,
 - Le secrétaire général,
 - Le secrétaire général adjoint.
- 98.4 La double signature est obligatoire pour les prélèvements de fonds dépassant un montant fixé annuellement par le comité directeur.
- 98.5 Un règlement financier annexé au présent règlement intérieur détermine l'organisation et les procédures comptables de la fédération.

ARTICLE 99 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

- 99.1.1 Un commissaire aux comptes et un commissaire aux comptes suppléant, choisis sur la liste mentionnée à l'article 219 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966, sont nommés par l'assemblée générale.
- 99.1.2 La durée de leurs mandats est de six exercices comptables.
- 99.1.3 Ils sont renouvelables.
- 99.2 Les commissaires aux comptes sont chargés de contrôler les comptes de la fédération pour certifier que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fédération à la fin de l'exercice.
- 99.3 Leurs interventions s'exercent à toute époque de l'année, par l'examen de la situation comptable, l'examen et l'appréciation des procédures, l'examen approfondi de certains secteurs à risques, le contrôle des valeurs du patrimoine, le contrôle par sondage de différents comptes de charges, et le contrôle des équilibres financiers.

TITRE IV - SERVICES DE LA FEDERATION

SECTION 1 : LE SECRETARIAT

ARTICLE 100 : LE SECRETAIRE GENERAL

- 100.1 Sous le contrôle et la responsabilité du président, le secrétaire général établit les comptes-rendus et les rapports du bureau fédéral, du comité directeur et de l'assemblée générale et veille à leur diffusion.
- 100.2 Il convoque les membres de l'assemblée générale, du comité directeur et du bureau. Il est responsable du fonctionnement administratif de la fédération.

- 100.3 Il coordonne l'action des commissions fédérales et des organes et organismes de déconcentration de la fédération.
- 100.4 Le secrétaire général veille au respect des statuts et règlements fédéraux.
- 100.5 Le secrétaire général a l'obligation d'informer les membres du comité directeur de tout fait susceptible d'entraîner un trouble majeur pour la fédération, et dont il aurait eu connaissance dans le cadre de ses missions ; que ce soit au cours des réunions du comité directeur, ou par courrier à tous ses membres.

ARTICLE 101 : DOSSIERS

- 101.1 Les dossiers originaux de l'assemblée générale, du comité directeur, du bureau et des commissions fédérales, lettres et autres documents les concernant, demeurent en permanence au siège de la fédération.
- 101.2 Des copies de ces dossiers peuvent être réalisées à l'attention des membres des organes concernés, afin de faciliter le travail et la réflexion de ceux-ci.

SECTION 2 : LA TRESORERIE

ARTICLE 102 : LE TRESORIER GENERAL

- 102.1 Le trésorier général veille à la préparation et à l'exécution des tâches comptables et financières de la fédération, dans le cadre du budget en liaison avec la commission fédérale financière.
- 102.2 Il est personnellement responsable de leur bonne exécution devant le bureau fédéral.
- 102.3 Le trésorier général a l'obligation d'informer les membres du comité directeur de tout fait susceptible d'entraîner un trouble majeur pour la fédération, et dont il aurait eu connaissance dans le cadre de ses missions ; que ce soit au cours des réunions du comité directeur, ou par courrier à tous ses membres.

SECTION 3 : LE COURRIER

ARTICLE 103 : CORRESPONDANCES

- 103.1 Toute correspondance destinée au comité directeur ou au bureau fédéral, doit être adressée impersonnellement au siège de la fédération.
- 103.2 Un exemplaire de toute correspondance sans exception, tant à la réception qu'à l'expédition, est classé, dans des reliures mobiles, tenues en permanence à la disposition des membres du bureau fédéral, du comité directeur et, pour ce qui les concernent, des présidents des commissions fédérales et des présidents des organismes nationaux et de leurs commissions.

SECTION 4 : LE BULLETIN FEDERAL

ARTICLE 104 : BULLETIN OFFICIEL D'INFORMATION

- 104.1 La fédération publie un bulletin officiel d'information et de promotion.
- 104.2 Tout membre ou licencié peut demander à publier un article ou une information qui doit préalablement recevoir l'accord du secrétaire général.

ARTICLE 105 : (réservé)

SECTION 5 : LA DIRECTION TECHNIQUE NATIONALE

ARTICLE 106 : CONSTITUTION

- 106.1 La direction technique nationale est constituée par le directeur technique national auprès duquel sont rattachés les entraîneurs nationaux, les conseillers techniques nationaux et les conseillers techniques fédéraux.
- 106.2 Les conseillers techniques nationaux, régionaux et départementaux reçoivent du directeur technique national les directives permettant d'assurer la mise en œuvre de la politique fédérale.

ARTICLE 107 : ATTRIBUTIONS

- 107.1 Sous l'autorité du directeur technique national, la direction technique nationale oriente et anime, par ses conseils et recommandations, toute activité fédérale définie par le comité directeur, et, à ce titre, joue le rôle de conseiller sportif des organes de décision fédéraux.
- 107.2 Aucun domaine de l'activité fédérale ne lui est étranger, mais son activité s'exerce essentiellement dans tous les domaines comportant un aspect sportif et notamment :
- application de la politique sportive fédérale et incidence de cette politique sur l'organisation des compétitions nationales et internationales et leurs calendriers, la préparation et l'entraînement des joueurs évoluant dans ces compétitions,
 - définition et orientation de la politique fédérale concernant la formation, la préparation, l'encadrement des Equipes Nationales et l'établissement des calendriers internationaux.
- 107.3 En particulier la direction technique nationale assure la mise en œuvre de cette politique en préparant, organisant et assurant l'exécution des actions qu'elle comporte :
- application de la politique fédérale en matière de cadres sportifs. En particulier, la direction technique nationale assure au sein de la commission fédérale de formation, la mise en œuvre de cette politique en pilotant toute action de formation ou de sélection de cadres sportifs organisée et mise en œuvre par l'institut national de formation.
 - sélection des joueurs en équipe de France.

ARTICLE 108 : FONCTIONNEMENT

- 108.1 La direction technique nationale fonctionne sous l'autorité du directeur technique national qui assure l'impulsion, la répartition des tâches et la coordination de leur exécution entre les membres de la direction.
- 108.2 Le directeur technique national est proposé par le président de la fédération et reste soumis à l'agrément du gouvernement au travers du ministère chargé des sports. Il choisit les entraîneurs nationaux et les conseillers techniques fédéraux, qui devront être entérinés par le comité directeur.
- 108.3 Le directeur technique national a accès à tous les organes de la fédération avec voix consultative.

TITRE V – DISCIPLINE GENERALE

ARTICLE 109 : REGLEMENT DISCIPLINAIRE

- 109.1 Le règlement disciplinaire annexé au présent règlement est pris en application des articles L. 131-8 et R. 1313 du code du sport et adopté conformément à l'article 10.4 des statuts de la fédération.

TITRE VI – REGLES PARTICULIERES A LA LUTTE CONTRE LE DOPAGE

**ARTICLE 110 : REGLES PARTICULIERES A LA LUTTE CONTRE LE
DOPAGE**

- 110.1 Les règles particulières à la lutte contre le dopage sont définies au titre III du livre II des parties législative et réglementaires du code du sport.

Fédération Française de Baseball et Softball
REGLEMENT INTERIEUR

Le présent Règlement Intérieur a été adopté au cours de l'Assemblée Générale tenue à Paris les 23 et 24 Mars 1985,

Modifié au cours de l'Assemblée Générale tenue à Bordeaux le 23 mars 1986 :

- Article 13 : Licences rajout : « parvenues depuis le 1^{er} janvier et au moins 28 jours avant l'AG »,
- Article 16 :
 - o L'ordre du jour de l'AG est réglé par le Comité de Direction « 28 jours avant l'AG » au lieu de « 21 jours »,
 - o Délai de proposition de modification des règlements passé de « 60 jours » à « 90 jours »,
 - o Délai du dépôt des vœux passé de « 15 jours » à « 21 jours »,
- Article 17 :
 - o Attribution supplémentaire de l'Assemblée Générale : adoption ou modification des RI, RG, RGES, Statuts Types des Groupements Sportifs, Comités et Ligues,
 - o Dérégulation de l'Assemblée Générale au profit du Comité de Direction pour la création et la suppression des Commissions,
- Article 21 : délai de dépôt des candidatures pour le CD passé de « 21 jours » à « 28 jours »,
- Article 22 : nomination au lieu d'élection par le Comité de Direction, des Présidents de Commissions,
 - o Alinéa 9 : attribution supplémentaire de l'Assemblée Générale : Vote du montant des droits d'affiliation et du montant de la cotisation des Groupements Sportifs, sur proposition du Comité de Direction,
 - o Alinéa 9 : dérégulation de l'Assemblée Générale au profit du Comité de Direction pour le montant des droits de mutation, et des engagements aux épreuves nationales,
- Article 36 : les Présidents de Commissions sont « nommés » au lieu d'être « élus » par le CD,
- Article 43 : retrait du traitement des mutations à la Commission Fédérale Sportive,
- Article 45 : rajout du traitement des mutations à la Commission Fédérale Technique,
- Article 50 : rajout des alinéas 2 et 3 concernant la lutte anti-dopage,
- Article 56 : le Directeur Technique National, n'est plus nommé par le Comité de Direction, mais proposé par le Président et soumis à l'agrément du gouvernement,
- Article 57 : nouvelle composition de la Commission de Discipline,
- Article 58 : rajout aux prérogatives de la Commission Fédérale de Discipline : Enquêtes et proposition de sanctions envers le dopage (2 du 2^{ème} alinéa),
- Article 59 : un joueur expulsé du terrain est entendu par la Commission Fédérale de Discipline « dans les 12 jours » au lieu de « dans les 8 jours »,
- Titre II : création de la Section 7 (Articles 66 et 67) : Assurance.

Modifié au cours de l'Assemblée Générale tenue à Paris le 12 Février 1988 :

- Article 5 : suppression de la Commission Fédérale Technique,
- Article 12 : modification du corps électoral de l'A.G. : au lieu des seuls Comités Départementaux : les Groupements Sportifs, Comités Départementaux et Ligues Régionales,
- Article 13 : licences « depuis le 1^{er} janvier avant l'AG » devient « licences au 31/12 précédant l'AG »,
- Articles 13, 14, 15, 18 et 18 : remplacement « de Comités Départementaux » par « Groupements Sportifs » ou rajout des « Groupements Sportifs » et « Ligues Régionales »,
- Article 18 : rajout de certaines dispositions concernant la diffusion de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale,
- Article 20 : modalités de décisions de l'AG (Répartition des voix),
- Article 36 : les Commissions passent de 8 à 10 membres, sauf la Commission Médicale,
- Article 38 : Commissions : remplacement de la « CFT » par la « CCAS », suppression des membres de droit (Pt CFT à la CFS et Pt CFS à la CFT),
- Article 41 : suppression de la Commission Fédérale Technique, suppression de la Commission Fédérale de Formation, la Direction Technique Nationale est reprise à la section V du titre V, la Délégation Softball devient le Comité National de Softball, création de la Commission Centrale des Arbitres et Scoreurs, création de la Commission de Sélection des Équipes de France, création de la Ligue Nationale des Clubs de Haut-Niveau, création de la Commission Fédérale des Terrains et Équipements,
- Article 42 : nouvelle composition de la Commission Fédérale Sportive,
- Article 43 : nouvelles attributions de la Commission Fédérale Sportive,
- Article 44 : nouvelle composition de la Commission Centrale des Arbitres et Scoreurs, (Art 53 en 93),
- Article 45 : nouvelles attributions de la Commission Centrale des Arbitres et Scoreurs, (Art 54 en 93),
- Article 48 : neuf ajouts aux attributions de la Commission Fédérale Juridique,
- Article 54 : création d'Attributions pour la Ligue Nationale des Clubs de Haut-Niveau,
- Article 55 : création de la Composition et d'Attributions pour la Commission de Sélection des Équipes de France,
- Article 56 : création d'Attributions pour la Commission Fédérale des Terrains et Equipements,
- Article 57 : changement de la composition de la Commission Fédérale de Discipline, (Art 50 en 93),
- Article 58 : commission Fédérale de Discipline : supprimer « CFT », (Art 51 en 1993),
- Article 77 : nouvelles dispositions concernant le Secrétaire Général, (Art 81 en 1993),
- Article 78 : création de dispositions concernant le Trésorier Général, (Art 83 en 1993)
- Articles 88 et 89 : suppression de la Section V du Titre V proposé : La Direction Administrative (Art 88 : Attributions, Art 89 : Fonctionnement),

Fédération Française de Baseball et Softball
REGLEMENT INTERIEUR

Modifié au cours de l'Assemblée Générale tenue à Paris le 1er Février 1990 :

- Article 6 : réécriture du texte concernant les Ligues Régionales et les Comités Départementaux,
- Articles 10 – 11 et 17-8° : déréglementation de l'Assemblée Générale au profit du Comité de Direction pour les modifications des Règlements Généraux et des R.G.E.S (article 17),
- Article 15 : convocation de l'Assemblée Générale : Réduction du délai minimum de trois semaines à quinze jours,
- Article 16 : délai pour la proposition de modification des règlements réduit de 90 à 45 jours,
- Article 20 : modalités de décision en Assemblée Générale.

Modifié au cours de l'Assemblée Générale tenue à Paris le 4 avril 1993 :

- Titre II - section 6 : création de la section « Comités Nationaux »,
- Déplacement de l'article 53 (Comité National de Softball) à l'article 62,
- Article 54 : remplacement de « Commission Fédérale de Formation » par « Commission Fédérale Pédagogique »,
- Article 63 : création du Comité National de Cricket,
- Articles 91 à 148 : création du Titre VI : Lutte contre le dopage.

Modifié au cours du Comité Directeur du 11 octobre 1997 :

- Article 41 : création de la Commission Fédérale des prêts et Mutations. (CFPM).

Modifié au cours de l'Assemblée Générale tenue à Paris le 26 septembre 1999 :

- Article 41 : création de la Commission Fédérale Informatique, de la Commission Fédérale Sport en Entreprise, de la Commission Communication, Promotion et Développement (COPRODE).

Modifié au cours de l'Assemblée Générale tenue à Montry le 2 décembre 2001 :

- Titre VI : nouveau texte des Règles particulières à la lutte contre le Dopage,
- Abrogation des sections 3 et 4 du titre VI.

Modifié au cours de l'Assemblée Générale tenue à Louvres le 16 mars 2003 :

- Articles 46 et 47 : Commission Fédérale Médicale,
- Article 56 (LNCHN) suspendu,
- Renumérotation des articles 59 à 61 en 58 à 60,
- Article 61 : création Comité National Baseball,
- Articles 62 et 63 : modification à l'identique de l'article 61 pour les CNC et CNC.

Modifié au cours de l'Assemblée Générale tenue à Paris le 20 mars 2004 :

- Article 48 scindé en 48 et 48 bis afin de définir les missions de la Commission Fédérale Juridique et celles de la Commission Fédérale de la Réglementation.

Modifié au cours de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Paris le 19 décembre 2004 :

- Article 2 : ajout de la cotisation annuelle des membres à titre Individuel,
- Article 3 : définition des conditions de radiation administrative,
- Article 5 : définition des Officiels,
- Article 6 : les licences,
- Article 9 : suppression de la dissolution d'un Comité Directeur d'un Comité ou d'une Ligue,
- Article 12 : décisions des Comités Nationaux,
- Article 15.1 : définition des Commissions obligatoires de France Baseball,
- Article 16.1 : définition des Commissions obligatoires de France Softball,
- Article 17 : gestion du Cricket par France Cricket, loi de 1901,
- Article 18 : Ligue Nationale Elite de Baseball, loi de 1901,
- Article 26 : modification du plan de l'ordre du jour,
- Article 29 : ajout des conditions de mise en œuvre du vote de défiance,
- Article 30 : modification du traitement des procès-verbaux de l'Assemblée Générale,
- Article 31 : ajout du travail de la Commission de Surveillance des Opérations Electorales,
- Article 32 : modification des attributions du Comité Directeur,
- Article 37 : ajout des modalités d'élection des membres du Bureau,
- Article 38 : modification du traitement des procès-verbaux du Comité Directeur,
- Article 42 : création de la notion de solidarité des membres du Bureau fédéral,
- Article 43 : modification des conditions de réunion du Bureau,

Fédération Française de Baseball et Softball
REGLEMENT INTERIEUR

- Article 44 : modification des conditions de convocation du Bureau,
- Article 45 : modification de l'ordre du jour du Bureau,
- Article 46 : modification des modalités de décision du Bureau,
- Article 47 : modification du traitement des procès-verbaux du Bureau,
- Article 50 : déréglementation de l'article 57 du RI au profit du Comité Directeur,
- Article 51 : composition de certaines Commissions en dérogation à la règle générale,
- Article 52 : déréglementation de articles 58 à 74 du RI au profit du Comité Directeur,
- Article 54 : conditions de convocation des Commissions,
- Article 56 : ajout des devoirs des Présidents de certaines Commissions,
- Article 57 : modification de la liste des Commissions, suppression de la Commission de Sélection des Équipes de France,
- Article 58 : création des Commissions Nationales Arbitrage, définition de leurs missions,
- Article 59 : création de la Commission Communication,
- Article 60 : création des Commissions de Discipline et Discipline Dopage, et d'Appel,
- Article 61 : création de la Commission Femmes et Sport,
- Article 62 : modification des missions de la Commission Financière,
- Article 63 : la Commission Pédagogique devient la Commission Formation,
- Article 64 : modification des missions de la Commission Jeunes,
- Article 68 : création de la Commission Mutations,
- Article 71 : création des Commissions Nationales Scorage – Statistiques, définition de leurs missions,
- Article 72 : création de la Commission Sport en Entreprise,
- Article 73 : création des Commissions Nationales Sportives, définition de leurs missions,
- Articles 75, 76, 77 et 78 : Ajout de frais d'enquête et de dossier,
- Article 77 : création d'un Appel d'une décision d'un Comité National,
- Article 81 : nouvelles obligations des Clubs au regard de l'Assurance,
- Article 82 : modalités du Contrat Collectif d'Assurance de la Fédération,
- Article 88 : nouveaux délégués de la signature pour prélèvements de fonds,
- Article 89 : commissaires aux Comptes en lieu et place des Vérificateurs aux Comptes,
- Article 99 : le Règlement Disciplinaire annexe du Règlement Intérieur,
- Article 100 : le Règlement Disciplinaire Dopage.

Modifié au cours du Comité Directeur du 3 avril 2005 :

- Article 57 : Commissions Nationales Scorage-Statistiques devient Commission Fédérale Scorage-Statistiques
- Article 71 : Commissions Nationales Scorage-Statistiques devient Commission Fédérale Scorage-Statistiques

Modifié au cours du Comité Directeur des 5 et 6 novembre 2005 :

- Article 64 : ajout de la responsabilité de l'organisation des Championnats Jeunes à la CF Jeunes,
- Article 73 : remplacement des SCNSJB par la Commission Fédérale Jeunes.

Modifié au cours du Comité Directeur du 19 février 2006 :

- Article 57 : création de la Commission Fédérale Développement,
- Article 59-1 : missions de la Commission Fédérale Développement.

Modifié au cours du Comité Directeur du 9 septembre 2006 :

- Article 6 : augmentation de la durée de validité de la carte « sports de battes », de 1 à 2 mois

Modifié au cours de l'Assemblée Générale tenue à Paris le 10 mars 2007 :

- Article 5 : redéfinition des Officiels de la fédération,
- Article 6 : nouvelle nomenclature des licences fédérales.

Modifié au cours du Comité Directeur du 2 mars 2008 :

- Article 57 : suppression de la Commission Fédérale Mutation, Création de la Commission Fédérale Technique,
- Article 68 supprimé, renumérotation des articles 69 à 73 en articles 68 à 72,
- Article 73 : missions de la nouvelle Commission Fédérale Technique.

Modifié au cours de l'Assemblée Générale tenue à Paris le 15 mars 2008 :

- Article 6 : mise des textes en conformité avec les usages de l'administration fédérale depuis l'installation du logiciel de licences « iClub ».

Fédération Française de Baseball et Softball
REGLEMENT INTERIEUR

Modifié au cours du Comité Directeur du 13 décembre 2008 :

- *Articles 64 et 72 : modification du champ de compétence entre CFJ et CNSB : La catégorie JUNIOR relève désormais de la compétence de la Commission Fédérale Jeunes.*

Modifié au cours du Comité Directeur du 1^{er} février 2009 :

- *Article 51 : mise en conformité avec les dispositions de délivrance d'une licence non pratiquant – officiel-, prévues à l'article 6 du présent règlement,*
- *Articles 66 et 67 : nouvelle rédaction des missions et fonctionnement de la Commission Fédérale Médicale à la demande du Secrétariat d'Etat chargé des Sports,*
- *Article 72 : obligations pour les Commissions Nationales Sportives de publier un calendrier officiel des compétitions ménageant aux sportifs le temps de récupération nécessaire à la protection de leur santé.*

Modifié au cours du Comité Directeur du 26 septembre 2009 :

- *Article 73 : remplacement de « Vice-président de la Fédération en charge du Baseball » par « Délégué Baseball ».*

Modifié au cours du Comité Directeur du 15 mai 2010 :

- *Article 57 : suppression de la Commission Fédérale technique et renumérotation des articles concernant les Commissions.*

Modifié au cours de l'Assemblée Générale du 7 mai 2011 :

- *Article 6 : seule la notion d'attestation collective de licence est retenue pour la présence sur le terrain,*
- *Articles 21 et 29 : dispositions particulières pour l'outre-mer, la nouvelle Calédonie et la Polynésie Française,*
- *Article 47-1 nouveau : possibilité de tenir des réunions de Bureau par téléconférence ou visioconférence,*
- *Article 51 : rajout de la Commission Fédérale Juridique pour la gratuité de la licence à ses membres extérieurs,*
- *Article 99 : rajout de comportements pouvant entraîner des poursuites disciplinaires.*

Modifié au cours du Comité Directeur du 16 juillet 2011 :

- *Articles 6, 51, 52, 57 et 61 : remplacement des appellations Commission Fédérale de Discipline Dopage et Conseil Fédéral d'Appel Dopage par Organe Disciplinaire de 1^{ère} Instance Dopage et Organe Disciplinaire d'Appel Dopage.*
- *Articles 6, 65, 67 et 73 : remplacement des dénominations des catégories d'âge et de leur définition.*

Modifié par le Comité Directeur du 4 décembre 2011 :

- *Mise en forme des appellations des catégories d'âge et de championnats,*
- *Mise en forme de la procédure de présentation de création ou modification des textes réglementaires.*

Modifié au cours du Comité Directeur du 15 décembre 2012 :

- *Article 65 : création d'une commission fédérale Handicap,*
- *Articles anciens 65 à 68 renumérotés en 66 à 68-1.*

Modifié au cours du Comité Directeur du 17 janvier 2015 :

- *Articles 66 et 73 : modification des appellations des championnats Jeunes.*

Modifié au cours du Comité Directeur du 3 octobre 2015 :

- *Article 68 : introduction du support au règlement médical de la fédération,*
- *Article 68-1 : nomination du médecin fédéral national par le président de la fédération.*

Modifié au cours de l'Assemblée Générale du 30 avril 2016 :

- *Article 6 :*
 - *renforcement de la notion d'engagement lors de délivrance de licence,*
 - *extension de délivrance de licence aux ressortissants des pays frontaliers,*
 - *définition de la durée de validité de la licence,*

Fédération Française de Baseball et Softball
REGLEMENT INTERIEUR

- obligation des licenciés percevant un avantage financier de leur club,
- suppression de l'appellation nompaire et entailler, frais de carton licence à la charge du demandeur,
- Article 9 : renforcer le respect de la ligne politique de la fédération par les ligues et comités départementaux, clarification et simplification de la gestion provisoire d'une ligue ou comité en difficulté,
- Articles 25, 32 : mise sous forme identique de toutes les dispositions concernant le vote des textes et leur modification,
- Article 31 : incompatibilités avec la qualité de membre élu du comité directeur,
- Article 38 et 47 : préciser le porté à connaissance des décisions du comité directeur et du bureau fédéral,
- Article 48 : Retrait de la disposition de limite d'âge,
- Article 66.3 : suppression de la référence à France Softball et des appellations Beeball Teeball et Beeball Rookie,
- Article 67.3.2 : élaboration des règles du jeu par la CFR,
- Articles 69.4, 5.1, 5.2 et 5.3 : précision de la procédure de présentation des textes à la CFR, pour modification,
- Articles 73.3 et 73.5 : suppression de la référence à France Softball et proposition des règles du jeu.
- Articles 75 à 78 : modification des conditions d'appel d'une décision,
- Article 101 : définition des textes de référence concernant la lutte anti-dopage,
- Articles 102 à 124 : suppression des dispositions obsolètes concernant la lutte contre le dopage.

Modifié au cours du comité directeur du 27 janvier 2017 :

- introduction du pôle fédéral de formation aux articles :57, 58, 65,70, 71, et 72.

Modifié au cours de l'assemblée générale du 13 mai 2017 :

- Articles 6.1.4 à 6.3.1 : dispositions sur la présence sur le territoire français,
- Articles 6.5.1 et 6.5.2 : liste des membres devant être licenciés à la fédération,
- Articles 6.8.1 et 6.8.2 : dispositions d'obligation de détention d'une licence depuis plus de 6 mois,
- Article 18 : suppression de la Ligue de haut niveau. introduction du Pôle fédéral de formation,
- Article 26.1 : ajout du Pôle fédéral de formation et de l'Institut national de formation,
- Articles 31.1.1 et 31.1.2 : nouvelles dispositions concernant le dépôt des candidatures au comité directeur fédéral,
- Article 90 : nouvelles obligations pour le secrétaire général,
- Article 92 : nouvelles obligations pour le trésorier général,
- Article 97 : introduction du Pôle fédéral de formation et de l'Institut national de formation.

Modifié au cours du comité directeur du 21 octobre 2017 :

- Introduction du nouvel article 74 : Commission fédérale valeurs du sport,
- Renumerotation des articles suivants : 68 = 67-1, 69 = 68, 70 = 69, 71 = 70, 72 = 71, 73 = 72, 74 = 73.

Modifié au cours de l'assemblée générale du 13 avril 2019 :

- Suppression de « iClub » dans tout le texte,
- Articles 2 et 6 nouveaux et 10.3.1, 10.14.1-2, 25.1, 26.1, 26.2, 26.4, 27.2.2, 27.3.2, 27.4.1, 29.2.1, 29.5, 33.1.1-2, 33.2.1, 33.3, 33.5.1, 34.2.2 : Introduction des organismes à but lucratif,
- Renumerotation de tous les articles,
- Articles 4 et 8 nouveaux et 25.1, 26.3, 26.4, 27.2.2, 27.3.2, 27.4.1, 29.2.1, 29.5, 33.1.1-2, 33.2.2, 33.5.1, 34.2.2 : Introduction des membres associés,
- Article 10.1.5.1 : nouveau libellé pour l'appellation des personnes qui ne sont ni françaises, ni étrangères,
- Articles 10.7, 10.15.1 : le certificat de non-contre-indication devient le certificat d'absence de non-contre-indication,
- Articles 10.10.1-2-3 : introduction du Baseball5
- Articles 10.10.1 et 10.11.2 : possibilité pour les organismes à but lucratif de délivrer la licence Baseball5, loisir et découverte,
- Articles 10.12, 10.14.1, 10.16 : la carte découverte devient la licence découverte,
- Article 10.14.1 : nouvelles dispositions pour la licence découverte,
- Article 10.15.2 nouveau : dispositions de transfert d'une licence loisir en licence compétition en cours d'année,
- Article 19-1.1, 20-1.1 : nouvelle dénomination des collectivités d'outre-mer,
- Articles 28.1, 31.1 et 34.2.2 : expédition de la convocation en assemblée générale et de ses pièces annexes par voie de courrier électronique, et mise en ligne sur le site de la fédération,
- Article 86.1 : rajout de commissions statuant en premier et dernier ressort,

Modifié au cours du Comité Directeur du 15 juin 2019 :

- Article 10 : Parallélisme des formes avec les modifications de l'article 14 des règlements généraux concernant les licences.

Modifié au cours du Comité Directeur du 19 octobre 2019 :

- Article 10 : introduction des organismes à but lucratif et la licence Baseball5 délivrée à titre individuelle,

Fédération Française de Baseball et Softball
REGLEMENT INTERIEUR

- Article 10 : « termes et conditions » devient « conditions particulières »
- Article 10.1.3 ; suppression de la référence au code du sport,
- Article 10.7.1 : rajout de la réponse positive à l'une des questions du formulaire QS-SPORT,
- Articles 10.23, 23.1, 29.2.1, 30.1 10^o), 56.4, 56.7, 57.5.2, 57.5.3, 62, 66.1, 74.5.1 et 74.5.2 : Ordonnance 2018-1178 et décret 2019-322 : suppression du règlement disciplinaire relatif à la lutte contre le dopage,
- Article 66 : suppression de l'organe disciplinaire de 1^{ère} instance dopage et de l'organe disciplinaire d'appel dopage,
- Article 72.1 : « certificat de non-contre-indication » devient « certificat d'absence de contre-indication »,
- Articles 79.2 et 79.3 : exception faite des compétitions de Baseball5,
- Abrogation de l'article 110 : suppression des dispositions concernant l'organe disciplinaire de 1^{ère} instance dopage et l'organe disciplinaire d'appel dopage,
- Renumérotation de l'article 111 en 110.

Modifié au cours du Comité Directeur du 8 décembre 2019 :

- Article 75 : élargir la décision d'attribution des fonds dédiés à un plus grand nombre de personnes.

Modifié au cours du Comité Directeur du 1^{er} février 2020 :

- Articles 62 et 75 : correction de la dénomination de la commission d'attribution des fonds et précision de la durée de mandat et des conditions d'élection des représentants territoriaux au sein de la commission.

Modifié au cours du Comité Directeur du 2 juin 2020 :

- Articles 58.1 et 60.1 : ajout de la possibilité de réunion par téléconférence des commissions fédérales.
- Articles 62, 75.1, 75.2 et 75.5 : modification de la dénomination en commission fédérale de répartition des fonds, précision sur les possibilités de représentation des présidents de commissions fédérales, précisions sur les modalités d'élection des représentants territoriaux.
- Article 66 : nouvelle dénomination de l'article.

Modifié au cours de l'Assemblée Générale du 20 juin 2020 :

- Articles 10.1.1 à 10.23 : suppression car parallélisme avec l'article 14 des Règlements Généraux.
- Articles 3.1.1, 9.1, 15 à 20, 25.1, 29.2.1, 29.5, 30.1, 34.2.2, 36.1, 39.3, 79.1, 86 et 86.1, 87, 87.1 et 87.3.1, et 10.3.2 : suppression des références aux comités nationaux (anciennement France Baseball et France Softball)
- Article 105 : suppression de l'abonnement au bulletin fédéral dont le tarif est gratuit en pratique.
- Articles 31.1, 33.4.1, 33.4.2, 33.4.3, 33.5.1, 34.3, 39.1.2, 41.6, 42.5, 48.1.2, 50.3 et 51.5 : ajout de la possibilité de vote par voie électronique en présentiel ou à distance.
- Articles 25.4.1, 25.4.2, 33.1.1, 38.4.1, 38.4.2, 41.1, 47.5.1, 47.5.2 et 50.1 : ajout de la possibilité de participation à distance par téléconférence.
- Article 25.5 : ajout de la possibilité de huis clos en cas de circonstances exceptionnelles.
- Article 33.1.2 : réduction du délai minimal de tenue d'une seconde assemblée générale – lorsque la première assemblée générale n'a pas atteint le quorum – de 15 à 10 jours après la date de la première assemblée afin de permettre une tenue au deuxième samedi suivant la première assemblée, et non au troisième.
- Article 35.1.1 : ajout de la possibilité de candidature par courrier électronique.
- Articles 39.1.1, 40.1, 40.2, 48.1.1, 49.1 et 49.2 : réduction des délais.
- Articles 39.3 et 48.2 : précision des membres et « sur invitation préalable du président et/ou du secrétaire général. ».
- Article 47.1 : précision sur la périodicité.
- Article 52 : modification de l'article « téléconférence » pour un article sur la « consultation écrite ».

Et modifié au cours du Comité Directeur du 6 mai 2021 :

- Article 62 : réforme des commissions
- Article 64 : suppression de la commission fédérale communication
- Articles 65, 67, 76 et 78 : fusion de la Commission fédérale sport et entreprise (CFSE), de la Commission fédérale scolaire et universitaire (CFSU), de la Commission fédérale sport et femmes (CFSF) et de la Commission fédérale développement (CFDev) en Commission fédérale sport pour tous (CFST).
- Article 63.1, 67, 70.1, 77.1 et 78.1 : création d'une Commission fédérale de formation (CFF) reprenant les fonctions du Pôle de formation, en attendant la suppression de ce dernier lors d'une prochaine Assemblée Générale.
- Articles 63.1, 68.1, 71, 74, 75.2, 77.1 et 79.5 : fusion de la Commission fédérale juridique (CFJu) et de la Commission fédérale de la réglementation (CFR) en Commission fédérale juridique et réglementation (CFRJ).
- Article 74 : création de la Commission fédérale mémoire (CFM).
- Articles 63.1, 71.3.1, 79.2 et 79.5 : fusion de la Commission nationale sportive baseball (CNSB) et de la Commission

Fédération Française de Baseball et Softball
REGLEMENT INTERIEUR

nationale sportive softball (CNSS) en Commission fédérale sportive (CFS).

- *Article 81 : modification du nom de la Commission fédérale Valeurs du sport (CFVS) en Commission fédérale Valeurs du sport et citoyenneté (CFVSC).*
- *Articles 70.1, 70.3, 79.2 et 79.3 : mise à jour des catégories d'âges en Softball.*

Modifié au cours du Comité Directeur du 27 janvier 2022 :

- *Article 75 : modification de la composition des membres et des modalités de renouvellement des représentants territoriaux de la commission fédérale de répartition des fonds.*
- *Articles 62 et 81 : changement de dénomination de la Commission fédérale Valeurs du sport (CFVS) en Comité fédéral d'éthique (CFE).*

Modifié au cours de l'Assemblée Générale du 19 mars 2022 :

- *Articles 22, 30, 67 et 107 : suppression du Pôle fédéral de formation et rattachement de la mise en œuvre des formations au sein de la Commission fédérale de formation avec possibilité de sous-traiter la gestion de l'Institut national de formation.*
- *Articles 25 à 29 et 32 à 34 : précisions sur la composition de l'assemblée générale et les assemblées en sessions ordinaire et extraordinaire, intégration de la possibilité de vote par voie électronique en assemblée hybride (présentiel et distanciel), mise à jour suite à la création du poste de premier vice-président.*
- *Articles 36, 39, 41 et 42bis : mise en conformité avec le règlement financier, ajout de la possibilité de consultation écrite, élargissement des possibilités d'invitation de membres extérieurs aux séances du comité directeur, mise à jour suite à la création du poste de premier vice-président.*
- *Article 43 : mise à jour suite à la suppression des postes de secrétaire général adjoint et trésorier général adjoint remplacés par des postes de vice-présidents, et à la création du poste de premier vice-président, sous réserve de l'approbation de la modification statutaire correspondante par l'Assemblée générale extraordinaire.*
- *Articles 39, 44, 48, 53bis, 54 et 58 : création d'un poste de directeur général, participation aux instances dirigeantes et adaptation des attributions des autres instances dirigeantes en conséquence. Renumérotation.*
- *Articles 29, 36, 55, 56, 58, 60, 61, 71, 86 et 88 : augmentation du nombre maximum de membres au sein d'une commission fédérale, gratuité de licence non-pratiquant pour les membres des commissions fédérales non licenciés à un autre titre, mise à jour des dénominations de la commission fédérale juridique et réglementation, de la commission fédérale sportive et de la commission fédérale scoring et statistiques, ajout de la possibilité de réunion hybride (présentiel et distanciel), allongement du mandat des présidents de commission à 2 ans.*
- *Articles 106 et 108 : ajout des prérogatives de la Direction technique nationale en matière de conseillers techniques nationaux et fédéraux.*

Modifié au cours du Comité Directeur du 26 janvier 2023 :

- *Articles 62, 63 et 79 : création d'une unique commission fédérale d'arbitrage (CFA).*
- *Articles 62, 69 et 78 : intégration de la Commission Fédérale Sport et Handicap à la Commission Fédérale Sport pour Tous.*

Modifié au cours de l'Assemblée Générale du 18 mars 2023 :

- *Articles 2, 4, 21, 30 et 67 : mise à jour suite à l'approbation par l'Assemblée générale du 30 décembre 2022 de la nouvelle convention entre la Fédération et France Cricket portant une autonomie accrue et une gestion directe par cette dernière des affiliations, licences et opérations connexes concernant les disciplines du cricket et du cricket traditionnel. Ajout du Baseball5 dans les disciplines gérées par l'INFBS.*
- *Article 3 : suppression du droit pour les membres d'honneur d'assister au comité directeur fédéral.*
- *Article 92 : suppression du caractère réglementaire du contrat collectif d'assurance.*
- *Article 96 : suppression de la compétence du Comité directeur pour fixer les tarifs des produits et services proposés par la Fédération..*